Du 12 au 18 octobre 2026 - N° 5041

le Journal du Palais

2€

L'HEBDOMADAIRE RÉGIONAL D'INFORMATION ÉCONOMIQUE ET JURIDIQUE – (98e année)

RÉSEAU LÉGALNET BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ



Le portrait du Journal du Palais

Un chef aux mille vies

À 63 ans, Jean-David Daudet a déjà vécu plusieurs vies derrière les fourneaux. Formé dans les cuisines étoilées de Vézelay, passé par le Luxembourg et Bruxelles avant d'ouvrir son premier restaurant à Auxerre, le chef a ensuite passé 22 années américaines, dont douze au Venetian Palazzo de Las Vegas. De retour dans sa ville natale, il a ouvert Le Dix, en 2025. *Page 24*

À Joigny, les vieux textiles s'offrent une nouvelle vie

REC et Vitamine T unissent leurs forces pour créer une filière française capable de transformer les textiles usagés contenant du polyamide en une matière première réutilisable par l'industrie. *Page 6*

Une maison pour booster le bénévolat

Rénovée et agrandie grâce à un investissement de 12,2 M€, la Maison des Associations de Dijon a été inaugurée le 2 octobre, après deux ans de travaux. *Page 9*

6 pages d'annonces légales
Lire les pages 15 à 21

Le groupe SEB sur le gril



Plan « rebond », extension du site logistique de Til-Chatel, départs et nomination ou encore procédures judiciaires : l'emboutisseur bourguignon connait une actualité très forte en cette rentrée 2026. Entre inquiétude du personnel et espoir de relance pour l'exercice prochain, analyse d'une situation sociale et économique complexe. **Page 3 à 5.**

JDP

L'attractivité sur un plateau (de cinéma)

C'est une forme d'attractivité territoriale parfois oubliée que celle de l'accueil des tournages de séries ou de films. Pourtant, l'impact d'une œuvre comme levier de visibilité est documenté : selon une étude du CNC, un touriste international sur 10 est venu dans notre pays après avoir vu un film... Pour la première fois, Tournages & cinéma, la branche d'accueil des tournages de Bourgogne Franche-Comté Tourisme, a reçu des professionnels du cinéma (directeurs et chargé de production, repéreur, producteur exécutif, cheffe décoratrice) pour leur faire découvrir tout le potentiel cinématographique de la région forte non seulement de ses paysages naturels et de son patrimoine, mais aussi de ses talents locaux. *Page 7*

Amélie de Montchalin à Dijon, jeudi 15 octobre. Page 11

Vos projets méritent le meilleur ! Confiez les à des experts de confiance.

- Contractant général
- Maîtrise d'œuvre
- Ingénierie green-building
- Gros œuvre & Génie civil
- Montage d'opérations immobilières

GROUPE GUITON
Concepteur Constructeur engagé

www.groupe-guiton.fr

R 28302 - 5041 - 2€

COMMUNIQUEZ EN B to B
auprès d'un lectorat ciblé de professionnels
Publireportage | Encartage | Numérique
Visibilité parfaite | Tarifs attractifs
Contactez Fabrice Guilbert au 03 80 68 23 68
ou 06 17 64 10 57 - regiepublicitaire.jdp@legalnet.org



WWW.JOURNAL-DU-PALAIS.FR EST HABILITÉ PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL À PUBLIER LES ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES POUR LES DÉPARTEMENTS DE LA CÔTE-D'OR ET DE L'YONNE

baromètre

Les comportements hostiles au travail



Comportements hostiles au travail : le médical très touché

Selon une enquête du cabinet de psychologues Reversens, au cours de leur vie professionnelle, 31 % des salariés déclarent avoir été personnellement victimes d'une situation de harcèlement ou de comportements gravement inadaptés, et 48 % en avoir été témoins. Les univers professionnels les plus exposés sont, en tête, la santé et les hôpitaux (39 %), suivis de très près par l'hôtellerie-restauration (38 %) et le médico-social et l'aide à la personne (34 %). L'enseignement complète le haut du classement (31 %). Tous secteurs confondus, le dénigrement, les humiliations et les insultes arrivent en tête (47 %), devant la pression excessive (43 %), les incivilités (32 %) et la mise à l'écart (29 %).

Le décrochage des managers



Les managers décrochent plus vite que leurs équipes

Selon l'institut Savens, entre 2019 et 2026, l'alignement au travail des managers - le lien entre les compétences, les besoins d'un individu et la réalité de son emploi - a reculé de 4,8 points, contre 2,5 points chez les salariés qu'ils encadrent. Ceux dont la mission est d'incarner et de nourrir l'engagement sont ceux qui se désalignent le plus. Et pourtant, leur taux de départ reste inférieur à la moyenne. Dans le détail, l'écart entre les motivations des managers et ce que leurs postes exigent (notamment l'encadrement de personnes) a cru de 2,2 points depuis le semestre précédent. Le principal décrochage concerne l'alignement des managers avec la culture de leurs entreprises. L'écart avec leurs équipes atteint −5,5 points en juillet 2026.

Le secteur du bien-être en BFC



Le secteur du bien-être en BFC à la loupe

Selon l'Insee, au 1er septembre 2026, la BFC compte au moins 2.357 établissements actifs dans le secteur du bien-être (Activités de médecine traditionnelle, complémentaire et alternative), dont 599 créés au cours des douze derniers mois (25,4 %, contre 23,5 % en France). Par département, la Côte-d'Or : 510, dont 138 créés au cours des douze derniers mois (27,1 ; le Doubs : 462, dont 118 créés au cours des douze derniers mois (25,5 %) ; la Saône-et-Loire : 481, dont 121 créés au cours des douze derniers mois (25,2 %) ; l'Yonne : 262, dont 53 créés au cours des douze derniers mois (20,2 %). Septembre est, chaque année, le mois où l'on ouvre son cabinet : les immatriculations y doublent par rapport à août. Seul janvier fait mieux.

Le CGFL de Dijon rejoint le dispositif Interception déployé par l'Institut Gustave Roussy, un programme pilote de prévention ultrapersonnalisé des cancers du sein et du poumon.



Interception, la prévention personnalisée contre les cancers

Dijon

Les chiffres sont implacables : chaque jour, on dépiste en France 1.200 nouveaux cas de cancer. Or, 40% de ceux-ci « *seraient évitables avec des mesures de prévention* » assène le professeur Charles Coutant, dirigeant du centre Georges-François Leclerc (CGFL). Pour contrer ces sinistres statistiques, le centre dijonnais, établissement de référence en oncologie, devient le premier en BFC à rejoindre le dispositif « Interception », lancé par l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif, parcours ultra-personnalisé de dépistage des personnes à risque augmenté de cancer. Le CGFL a choisi de consacrer deux parcours, l'un au cancer non génétique du sein, l'autre au cancer du poumon.

Ces parcours sont sans reste à charge pour les patients, afin de souscrire à l'ambition du CGFL et de l'ARS BFC d'offrir, quel que soit le lieu de résidence ou le niveau de vie, les mêmes chances face à la maladie et à la prévention. « *Notre doctrine du "aller vers" ne doit laisser personne de côté* », souligne le professeur Coutant. « *Proposer un parcours de dépistage du cancer du poumon répond également à cette ambition* », appuie la docteure Sylvie Zanetta, oncologue médicale et responsable du département prévention et promotion de la santé lancé fin 2025. Plusieurs études montrent en effet une prévalence des cancers du poumon, liés au tabagisme, dans les classes sociales les moins favorisées.

DEVENIR ACTEUR DE SA SANTÉ

Le parcours « Interception » débute par une évalution du risque par le médecin traitant via le questionnaire en ligne *Scorisk*. Les causes majeures de survenue du cancer du sein sont documentées : alcool (8.000 cas par an, environ 13% des cas) ; obésité et surpoids (4.500 cas, 7%), traitement hormonal et tabac (2.700 et 2.500), alimentation déséquilibrée, manque d'activité physique. Le tabagisme est lui la cause principale de cancer pulmonaire. Vient ensuite une téléconsultation avec un médecin référent du CGFL, avant une journée sur site où se succèdent un atelier collectif dédié à chaque parcours animé par des médecins spécialistes (généticien, oncologue médicale, oncogénéticienne, oncologue spécialisée en pneumologie), un test d'activité physique, un déjeuner axé sur la nutrition, des consultations individuelles pour un accompagnement spécialisé - les participants du parcours poumon bénéficient d'un scanner faible dose. Enfin, chacun repart avec un plan personnalisé de prévention, comportant des recommandations réalistes à mettre en œuvre selon les impératifs de vie de chacun. Pas question de proposer un abonnement coûteux à une salle de sport ou du bio à tous les repas à une personne à faible revenu ! En revanche, faire des exercices mesurés dans le cadre quotidien, ou s'abstenir de consommer, par exemple, des sodas à outrance, peut être soumis. Un suivi, co-construit entre les participants et leur médecin peut également être proposé. En cas de symptômes faisant suspecter un cancer, les personnes suivies dans le cadre du programme « Interception » peuvent contacter le CGFL pour organiser au plus tôt leur prise en charge. L'idée est que chacun devienne acteur de sa propre prévention en connaissant les risques liés à certains comportements.

Emmanuelle de Jesus

Ils bougent.

ARTHUR DEBALLON DISTINGUÉ.


MATHILDE MAZARS

Le palmarès Choiseul Leadership engagé, co-construit par l'Institut Choiseul et la communauté « Les entreprises s'engagent », identifie et promeut depuis 2023 40 dirigeants français de tous âges et secteurs, porteurs « *d'un engagement pour l'inclusion, la transition d' environnementale ou un modèle économique à impact, ces leaders se distinguent par leur vision de long terme en faveur de modèles plus durables et justes* ». Arthur Deballon, dirigeant de la société dijonnaise AVS, fait partie de la promotion 2026. « Arthur s'engage sur les enjeux d'inclusion, *d'accueil des personnes vulnérables et de réduction de l'impact environnemental de l'entreprise, notamment grâce à un ancrage territorial affirmé. Il structure son action autour d'engagements concrets : recyclage, mécénat, insertion de publics éloignés de l'emploi et hébergement temporaire via les Bureaux du Cœur. Convaincu de l'agilité de l'entreprise, il agit là où les institutions peinent à se mobiliser* », indique le think tank dans sa communication.

décideurs


JDP

UNE ÉLUE DE CÔTE-D'OR AU BUREAU DU SÉNAT. Le Sénat a procédé au renouvellement de ses instances suite aux élections sénatoriales du 27 septembre. **Anne-Catherine Loisier**, sénatrice de la Côte d'Or, a été en cette occasion désignée secrétaire. Le Bureau du Sénat est un organe collégial appelé à prendre les principales décisions concernant l'organisation et le fonctionnement interne de l'institution. « *C'est un rôle important. Les décisions prises par le Bureau du Sénat ont une influence déterminante sur l'organisation des débats et le fonctionnement de cette institution qui incarne la stabilité. Je porte deux propositions qui me tiennent particulièrement à coeur : renforcer le travail en lien avec les instances européennes et communiquer davantage pour valoriser le lien Sénat/ collectivités territoriales* »,a déclaré celle qui a mené la tête de liste de la droite et du centre lors des élections sénatoriales de la Côte-d'Or.

À LA UNE

Le groupe SEB sur le gril

Un dossier de la rédaction

Plan « rebond », extension du site logistique de Til-Chatel, départs et nomination ou encore procédures judiciaires : l'emboutisseur bourguignon connait une actualité très forte en cette rentrée 2026. Entre inquiétude du personnel et espoir de relance pour l'exercice prochain, analyse d'une situation sociale et économique complexe.



Le centre logistique du groupe SEB à Til-Châtel. *Crédit : JDP.*



Au sein du groupe SEB, le plan « Rebond » entre désormais dans sa phase concrète. Présenté fin février après une année 2025 difficile (1), le dispositif vise à ramener le groupe sur une trajectoire de croissance rentable, avec notamment 200 M€ d'économies ciblées grâce à un dispositif de rupture conventionnelle collective pouvant conduire, tout d'abord, au départ volontaire de 486 salariés français et jusqu'à 2.100 postes dans le monde. Le groupe est déjà arrivé, le 18 septembre dernier, au terme de la troisième fenêtre de départs volontaires (*voir page suivante*).

Dans le document de 64 pages de l'accord, portant sur la mise en œuvre de rupture conventionnelle collective, que nous avons pu consulter, le fabricant français justifie ses difficultés par « *un marché du petit électroménager qui s'est profondément transformé, avec une forte course à l'innovation et une concurrence asiatique accrue. Les acteurs chinois arrivent plus rapidement sur les marchés européens, notamment dans les produits connectés, avec des coûts de production et des cycles de commercialisation plus favorables* ». Des arguments repris par Olivier Brault, vice-président chargé des affaires publiques du groupe SEB, devant le Sénat, le 24 février dernier. Entendu par la commission d'enquête portant sur les marges des industriels et de la grande distribution, il a fortement insisté sur le déficit de compétitivité industrielle de la France face à la concurrence asiatique. Il a notamment rappelé qu'« *une heure de main-d'œuvre industrielle coûte environ 35 € en France, contre 2 € en Chine et 2 € au Vietnam.* »

SEB pointe également la montée du e-commerce et des marketplaces comme Amazon ou Cdiscount, où il estime être moins visible que sur les circuits physiques. À cela s'ajoutent « *l'inflation, la volatilité des monnaies et du fret, l'instabilité politique et les contraintes réglementaires* ». Selon le groupe, ces facteurs ont accéléré la fragilisation de ses performances en 2025, malgré le projet de transformation Pulse, lancé en 2024.

REPRENDRE LE TRAIN DES TENDANCES

Selon plusieurs médias économiques nationaux dont on trouve facilement lecture sur le web, les difficultés de SEB ne tiennent pas seulement à la conjoncture : le groupe ferait aussi face à un retard en matière d'innovation, quand des concurrents comme SharkNinja misent davantage sur la R&D, le marketing – avec une forte présence sur les réseaux sociaux et l'appropriation des codes de ceux-ci - et la capacité à capter rapidement les nouvelles tendances.



« *Je vois d'abord un problème d'innovation.* »
- Philippe Crevoisier, ancien Directeur général

Ancien patron de la SAS SEB et membre de son comité exécutif jusqu'en 2021, Philippe Crevoisier confirme. Il continue de suivre de près l'entreprise, dont il est encore actionnaire. Ses commentaires publics sur LinkedIn font régulièrement réagir. « *Je vois d'abord un problème d'innovation. Nous avons été parmi les premiers à faire des produits connectés, mais cette dynamique s'est essoufflée.* » Pour lui, SEB doit reprendre le train de l'innovation, notamment sur les objets connectés et l'IA, et remettre « *la R&D et le produit au cœur des décisions. SEB assure que le problème de baisse des volumes est conjoncturel : dans ce cas, pourquoi les concurrents, comme Ninja ou De'Longhi arrivent à tirer 5, voire 10% de croissance, là ou* SEB *est proche de zéro ?* » se demande-t-il, pointant également une gouvernance trop concentrée sur le commerce et les finances, ainsi que la question, non résolue, de la succession à la tête du groupe familial qui doit intervenir prochainement (*voir aussi pages suivantes*).

Un diagnostic sur lequel Arnaud Lesueur, délégué Unsa du groupe, apporte un autre éclairage. Il reconnaît que l'entreprise a été « *malmenée* » par le poids des facteurs extérieurs - droits de douane américains, matières premières, crise de la consommation - mais estime que SEB souffre aussi d'une « *force d'inertie* » importante. Pour lui, le plan Rebond ne peut constituer qu'une première étape : « *Pour l'instant, le groupe n'a fait qu'une économie sur la masse salariale, si on fait que ça, ça ne marchera pas.* » Car l'enjeu est désormais de retrouver de l'activité, de l'innovation, mais, surtout de remobiliser les salariés. « *Il y a un manque de vision, il y a un manque d'action pour réengager les salariés* », estime Arnaud Lesueur.

Pour lui, le changement de direction générale (*voir page suivante*) doit désormais ouvrir une nouvelle séquence. « *L'arrivée de Loïc Moutault depuis le 1er octobre, nous donnera sans doute un nouveau souffle* » espère le syndicaliste, concluant que SEB se trouve désormais « *à la croisée des chemins* ».

RETROUVER UNE MARGE OPÉRATIONNELLE DE 10%

La direction le sait et assure vouloir « *simplifier les structures et améliorer l'efficacité opérationnelle* ». Le groupe indique d'ailleurs que le plan Rebond est désormais « *en ligne avec les objectifs* » et que ses premiers effets sont visibles sur les coûts et la génération de cash-flow. La recette prend : au premier semestre 2026, le résultat opérationnel d'activité s'est redressé et le groupe a généré 53 M€ de cash-flow libre, contre -213 M€ un an auparavant. D'après une publication diffusée sur son site web, le groupe vise à moyen terme « *une croissance organique annuelle de 5 % et une marge opérationnelle de 10 %, puis 11 %.* »

Pour la Bourgogne, l'enjeu est particulièrement symbolique. C'est à Selongey,

en Côte-d'Or, que l'histoire industrielle de SEB a commencé en 1857. Le groupe y emploie un peu plus de 500 personnes aujourd'hui, mais conserve toujours une importance industrielle majeure. Il va, d'ailleurs, agrandir l'une des ses implantations, son centre logistique de Til-Châtel, tout proche du berceau historique ; l'enquête publique se déroulera jusqu'au 26 octobre. Publiée le 9 septembre dernier, l'annonce légale ne cite jamais le nom de l'entreprise. Elle indique que « *ce projet vise à permettre l'extension d'un centre de préparation et de distribution des produits fabriqués dans différentes usines d'une entreprise industrielle française de fabrication et de distribution de produits pour le grand public* ». Un secret de Polichinelle : il s'agit bien de SEB. La Communauté de communes des vallées de la Tille et de l'Ignon l'a explicitement confirmé dans sa délibération du 6 novembre 2025. Selon le document, le groupe veut ajouter « *quatre cellules, pour environ 24.000 m² de bâtiment* ». Deux peuvent être réalisées dans le zonage actuel. Les deux autres nécessitent de modifier le PLU : « *2,2 hectares de zone agricole doivent être reclassés en zone destinée aux activités économiques* ».



« *Il y a un manque d'action pour réengager les salariés* »
- Arnaud Lesueur, délégué UNSA

Cette artificialisation est assumée dans le dossier technique que les élus communautaires ont approuvé. Les parcelles concernées sont aujourd'hui agricoles, principalement consacrées aux grandes cultures, et environ 1,9 hectare sera imperméabilisé. La collectivité justifie ce choix par l'absence de foncier suffisant ailleurs pour accueillir l'ensemble du site et son extension. Elle met aussi en avant les infrastructures déjà présentes : (« *réseaux, parkings, équipements et accès direct à l'A31* »). Le dossier prévoit en parallèle des mesures environnementales, notamment « *une haie de 530 mètres, des nichoirs et des dispositifs d'infiltration des eaux.* »

Le site actuel, inauguré en juin 2025, compte six cellules de 6.000 m², soit environ 36.000 m², et 60 salariés. Pour mémoire, cette plateforme centralise les stocks de produits fabriqués dans les usines SEB et approvisionne plusieurs marchés européens. L'extension doit donc porter le site à dix cellules et, selon le dossier, à environ 120 emplois, soit une trentaine de postes supplémentaires.

(1) En 2025, Groupe SEB a réalisé 8,169 Mds € de chiffre d'affaires, en légère croissance organique de 0,3 %, mais son résultat opérationnel d'activité a reculé de 25%, à 601 M€.

« Faire mieux connaître nos innovations »

◆ « *Il faut rappeler, avant tout, que le plan Rebond repose exclusivement sur des départs volontaires : il n'y a donc aucun départ contraint. À ce jour, environ 350 dossiers ont été validés, avec des départs à la retraite, en préretraite, mais aussi des projets de reconversion ou des projets personnels* », **précise la direction de la communication du groupe Seb**. « *Dans ce cadre, même si un départ reste toujours un moment particulier dans la vie d'une équipe, nous sommes très attentifs à l'inquiétude que peut naturellement générer une transformation de cette ampleur. Nous avons d'ailleurs déjà formé environ 1.000 managers dans 16 pays, afin qu'ils puissent accompagner les équipes, répondre aux questions, partager les bonnes pratiques et expliquer concrètement les changements. Transformer un groupe de plus de 30.000 salariés ne se fait évidemment pas en quelques semaines. Il faut à la fois donner le cap, accompagner les équipes et permettre progressivement à toute l'organisation de se mettre en mouvement. C'est précisément la phase dans laquelle nous sommes aujourd'hui* ».

« L'IA VA PROFONDÉMENT TRANSFORMER NOS MÉTIERS »

« *Et la deuxième étape, justement, c'est l'activation de l'innovation. Le groupe continue d'innover, mais nous devons mieux faire connaître nos innovations et accélérer leur mise sur le marché. Coffee Crush en est un bon exemple : une machine très compacte, accompagnée d'un marketing beaucoup plus puissant, qui s'appuie davantage sur les influenceurs, l'événementiel et les réseaux sociaux. Nous voulons désormais déployer ces approches beaucoup plus largement, dans davantage de pays et avec davantage de rapidité. Nous devons mieux faire savoir ce que nous savons faire. L'IA fait également partie de cette transformation. Nous devons nous en saisir, non pas seulement pour réaliser des gains d'efficacité, mais parce qu'elle va profondément transformer nos métiers, nos façons de travailler et notre capacité à être plus rapides et plus performants. Ne pas l'intégrer aujourd'hui, ce serait prendre le risque de décrocher demain.*

La nouvelle direction générale apportera naturellement une nouvelle impulsion et préparera la suite de Rebond. Les grandes priorités sont engagées ; il appartiendra au nouveau directeur général de préciser sa feuille de route et la manière dont il souhaite les faire évoluer. »

Propos recueillis par la rédaction





Marie-Hélène Juillard-Randrian (vice-présidente de Dijon métropole), Hubert Brigand (député de la 4e circonscription de Côte-d'Or), Thierry de la Tour d'Artaise (président du groupe SEB), Paul Mourier (ancien préfet de la Côte-d'Or et de la région BFC), Alain Gradelet (maire de Til-Châtel), Klemens Rethman (porte-parole du conseil d'administration du groupe Rethmann) et Luc Baudry (président de la Covati) inaugurent la plateforme logistique du groupe SEB, le 13 juin 2025, à Til-Châtel. *Crédit : Archives JDP.*

Changements au sommet



◆ Stanislas de Gramont a quitté la direction générale le 30 septembre, après quatre ans à la tête opérationnelle du groupe. Le conseil d'administration a nommé **Loïc Moutault (photo ci-contre)**, 55 ans, qui a donc repris sa place depuis le 1er octobre.

Le nouveau « DG », local de l'étape a un sacré pedigree : diplômé de la Burgundy School of Business et titulaire d'un diplôme consacré aux pays émergents de l'Université d'économie de Prague, il rejoint le groupe Mars en 1995 dans la finance et exerce ensuite plusieurs responsabilités en Europe et en Asie, avant de prendre la direction de Mars Petcare en Allemagne puis la présidence de Royal Canin en 2014.

En 2022, il devient président mondial de Mars Petcare. Selon nos informations, l'homme aurait déjà fait sensation lors de sa première prise de parole devant les salariés de Lyon ce mardi 6 octobre. Décrit par une source comme une personne « *franche* », « *opérationnelle* » et « *au fait des enjeux du numérique* » l'homme aurait réussi, très rapidement, à galvaniser les équipes. « *Ma priorité sera d'aller à la rencontre des collaborateurs, des clients et des partenaires du groupe. Je rejoins un groupe qui a engagé une transformation importante. Avec l'équipe dirigeante et l'ensemble des collaborateurs, nous poursuivrons avec détermination le plan Rebond et les priorités engagées, avec l'ambition d'en accélérer l'exécution, de renforcer la croissance rentable, d'intensifier l'activation de nos innovations et de préparer ensemble la prochaine étape du développement du groupe SEB* », a déclaré le nouveau directeur général sur le site du groupe SEB annonçant sa nomination.

◆ Quelques semaines avant lui, **Cathy Pianon** avait également annoncé son départ. Directrice générale adjointe chargée des Affaires publiques et de la Communication et directrice du cabinet du président depuis 2019, a rejoint Alstom le 1er octobre comme directrice de la communication du groupe. Son départ intervient dans le cadre d'une mobilité professionnelle, sans lien annoncé avec Rebond. Pour mémoire, son détachement du groupe avait commencé un an avant, avec une déclaration enregistrée auprès de l'AMF indiquant qu'elle avait cédé 550 actions SEB le 19 juin 2025, au prix de 79,75 €, soit 43.862,50 €. La transaction avait été publiée le 23 juin 2025.

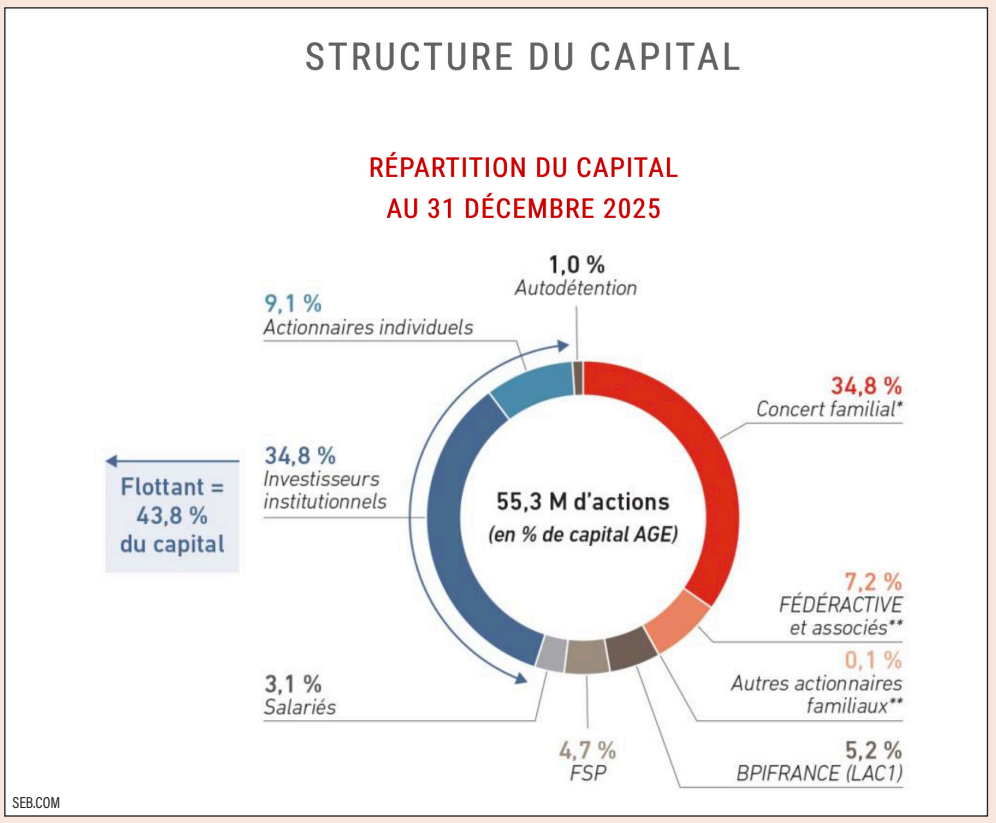


Quelle succession pour le groupe SEB ?

« *SEB est chahuté à cause de problèmes industriels, oui, mais aussi à cause de la succession de Thierry de La Tour d'Artaise, qui, depuis quatre ans, est dans une impasse* », confie Pascal Girardot, président de Fédéractive, la deuxième association d'actionnaires, regroupant des membres du groupe fondateur. « *Et des rumeurs évoquent des tensions à ce sujet : je vous assure que s'il y en a, ce n'est pas chez nous* », assure Fédéractive qui alerte depuis plusieurs années sur la gouvernance. (*Cf sources ci-dessous, Ndlr*).

Selon nos informations effectivement, plusieurs membres de Venelle Investissement (membre du Concert familial dans la structure du capital), se seraient avancés, sans qu'aucune piste ne soit retenue. « *Alors, qui pour prendre la suite ? Nous adorerions que ce soit quelqu'un de la famille, mais il n'est plus exclu, désormais, que ce soit quelqu'un d'autre* », glisse notre interlocuteur. Ce serait alors la première fois depuis 1857 que l'entreprise sera présidée par un étranger à la famille Lescure. Autre solution : le directeur général actuel Loïc Moutault peut, également, prendre ce deuxième fauteuil. Pour mémoire, cette nomination répond toutefois à un protocole légal et encadré par les clauses des statuts de l'entreprise - disponibles en ligne – et qui prévoient le renouvellement du président en 2028.

« *Il faudra quelqu'un qui ne soit pas attiré par le titre, mais par l'aventure SEB, qui a une ambition pour cette magnifique entreprise, leader du savoir-faire français* », poursuit Pascal Girardot. Pour lui le groupe doit également se recentrer sur son cœur de métier : le petit électroménager. « *Ces dernières années, 900 M€ ont été dépensés pour acheter des microbes industriels qui font joli sur le catalogue mais dont le groupe ne sait pas vendre les produits : les vélos Angell ou les pianos Lacanche en sont les parfaits exemples* », déplore-t-il. Fédéractive rappelle enfin avoir proposé de « *baisser le dividende* » il y a quelques mois pour retrouver un peu de marge et contribuer à préserver le consensus social. Sans succès. « *Avec le plan Rebond, on demande des efforts aux salariés, mais il aurait été bien que les actionnaires en fassent aussi* », conclut-il, redoutant qu'« *une crise majeure de gouvernance* » n'impacte encore plus le groupe d'ici la fin de l'année.



Angell, PFAS : deux dossiers épineux pour le groupe

◆ Octobre 2023 : à Selongey, berceau du groupe SEB, pas moins de deux ministres étaient venus couper le gâteau des 70 ans de la cocotte-minute : Christophe Béchu, alors ministre de la Transition écologique et Roland Lescure, toujours ministre de l'Industrie (photo ci-contre, archives JDP). Une proximité avec le groupe SEB pour un évènement d'entreprise dont on avait mesuré l'impact en avril 2024 lors de la discussion sur la loi PFAS (polluants éternels), le ministre plaidant pour en écarter les produits de grands consommation comme par exemple les poêles antiadhésives de Téfal, marque emblématique du groupe SEB. Des salariés avaient également été dépêchés par le groupe pour faire entendre la voix de SEB devant l'Assemblée nationale et la loi avait finalement donné gain de cause à l'industriel. Le groupe bâtit sa défense sur le fait qu'il utilise du PTFE (Polytétrafluoroéthylène, plus connu sous le nom commercial de Téflon), pour recouvrir ses poêles Tefal, affirmant que ce PTFE est une molécule lourde, totalement inerte, insoluble et non toxique pour l'organisme en usage normal puisqu'elle ne pénètre pas dans le corps. SEB rappelle également régulièrement avoir arrêté dès 2012 l'utilisation du PFOA, un autre PFAS beaucoup plus petit, mobile et toxique, qui servait autrefois de liant pour appliquer le PTFE. Cela n'a pas suffit à apaiser les associations environnementales, pas plus que les collectivités. À Rumilly, en Haute-Savoie, la ville et la communauté de communes ont assigné, en mai dernier, en référé plusieurs entreprises afin d'obtenir une expertise judiciaire indépendante sur la pollution aux PFAS. Tefal et Salomon figurent parmi les entreprises visées. L'ancienne tannerie Fortier Beaulieu fait également partie des sources potentielles identifiées par la Dreal. L'expertise doit notamment permettre « *d'évaluer le préjudice écologique* » sur les cours d'eau et les sols. Sur ce dossier, SEB assure être « *dans une démarche de responsabilité* ». Le groupe affirme avoir transmis 50 ans d'archives aux autorités, répondu aux demandes d'informations et collaboré avec les services de l'État. « *Nous sommes prêts à apporter tous les éléments nécessaires à la justice dans le cadre de l'expertise demandée* », indique-t-il, tout en précisant vouloir avancer « *en responsabilité* », mais sans endosser « *les responsabilités qui pourraient être attribuées aux autres entreprises visées dans le secteur* ». Le 8 octobre, Le Monde publiait de nouvelles informations, indiquant qu'une requête en référé avait été déposée le 29 septembre auprès du tribunal administratif de Grenoble pour faire cesser les rejets de l'usine Tefal de Rumilly. Le groupe SEB a finalement été mis en demeure, vendredi 9 octobre, de « *planifier l'arrêt de l'utilisation des PFAS dans ses activités* ». Les trois associations à l'origine de la mise en demeure (Notre affaire à tous, Générations futures et ClientEarth), rappelle le quotidien du soir, donnent trois mois à l'industriel avant de saisir le tribunal judiciaire de Paris.



◆ Pile deux ans après le rappel massif des vélos connectés Angell, l'affaire entre Zebra, le propriétaire de la marque pensée par Marc Simoncini, SEB, qui assemblait les vélos dans son usine d'Is-sur-Tille, en Côte-d'Or, et Kickmaker, le bureau d'étude, n'est toujours pas close. Pour rappel, à l'automne 2024, suite à la détection de risques majeurs sur les cadres des cycles, Zebra a ordonné le 9 novembre 2024 un « stop riding » pour les 5.016 vélos en circulation. Pour Zebra, l'addition s'annonçait vertigineuse : entre 10 et 23 M€ selon les scénarios d'indemnisation ou de remplacement. Le passif déclaré dans le cadre de son redressement judiciaire atteindra finalement 57,17 M€ de créances, selon le jugement de Bobigny. Pour Angell, le problème relevait d'un « *échec industriel* » lié à la construction. SEB, de son côté, assurait n'avoir fait « *que respecter les modalités d'assemblage prescrites par les parties prenantes* ». Le contentieux enregistré depuis mars 2025 au Tribunal des activités économiques de Paris implique également les assureurs et plusieurs fournisseurs.

Mais, depuis la reprise d'Angell par Rebirth * à l'été 2025, c'est le repreneur qui porte le dossier. Son plan de redressement lui impose notamment de « faire son affaire personnelle » des litiges existants contre SEB et Kickmaker. « *La procédure d'expertise judiciaire initiée par Zebra, à laquelle SEB, Kickmaker et dix autres intervenants participent au sujet des vélos Angell, poursuit son cours* », indique SEB. L'expert nommé le 3 octobre 2025 n'a, à ce jour, ni achevé ses travaux ni rendu son rapport.

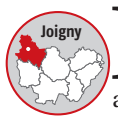
* *Contacté à plusieurs reprise, Rebirth n'a pas donné suite à nos sollicitations*

Pour aller plus loin...

◆ *Accord d'entreprise SEB développement :* www.maitredata.com/app/accords-entreprise/seb-developpement/392413
◆ *Statuts du groupe SEB :* www.groupeseb.com/sites/default/files/2021-03/STATUTS%20DE%20SEB%20S.A.%20au%2003.03.2021.pdf
◆ *Résultats du groupe SEB :* www.groupeseb.com/sites/default/files/2026-02/Groupe SEB - Communiqué de Presse - Résultats annuels 2025 - 25022026.pdf
◆ *Délibération de la Covati :* www.covati.fr/sites/product/files/PV%20CC%202025%2011%2006%281%29.pdf
◆ *Audition d'Olivier Brault devant le Sénat :* https://videos.senat.fr/video.5704812_699e096aec35c.table-ronde-sur-le-made-in-france
◆ *PV de l'Assemblée générale de Fédéractive :* www.federactive.com/seb,-perspective-d%E2%80%99une-assemblee-generale-animee.html
◆ *Jugement du tribunal de Bobigny :* www.doctrine.fr/d/TCOM/Bobigny/2025/TCOMP85B3DACAA32D75BD3AE9
◆ *Sur Rumilly :* www.rumilly-terredesavoie.fr/actualites/pollution-aux-pfas-la-communaute-de-communes-rumilly-terre-de-savoie-et-la-ville-de-rumilly-saisissent-la-justice-pour-obtenir-une-expertise-judiciaire-independante/

Yonne. **REC et Vitamine T unissent leurs forces pour créer une filière française capable de transformer les textiles usagés contenant du polyamide en une matière première réutilisable par l'industrie.**

À Joigny, les vieux textiles connaissent une nouvelle vie



Et si les vieux collants, maillots de bain ou airbags automobiles devenaient demain de la matière première pour l'industrie ? C'est le pari lancé par REC et Vitamine T (insertion par l'économie). La deeptech, anciennement baptisée Écollant et installée à Joigny, s'associe au groupe spécialisé dans l'insertion par l'activité économique pour développer Implant, un modèle présenté comme la première filière française intégrée de recyclage du polyamide textile. L'objectif est simple sur le papier : récupérer des textiles en fin de vie, identifier ceux qui contiennent suffisamment de polyamide, les préparer puis les transformer en granulés de polyamide recyclé. Ces granulés pourront ensuite réintégrer les chaînes de production industrielles, notamment dans l'automobile, l'aéronautique, le textile, les dispositifs médicaux ou encore les secteurs agricole et de la pêche.

Les deux partenaires se répartissent les rôles. Vitamine T prendra en charge l'amont de la filière : collecte, tri, identification des matières riches en polyamide, préparation et conditionnement. REC assurera ensuite le recyclage physico-chimique en boucle fermée, avant de commercialiser à terme les granulés produits.


REC est le nouveau nom de Écollant. *Crédit : REC.*

Pour REC, l'enjeu est aussi industriel. En structurant son approvisionnement en matière première, l'entreprise veut disposer de flux réguliers, traçables et conformes à ses exigences. Pour Vitamine T, cette collaboration ouvre parallèlement une nouvelle activité autour de la préparation de matières destinées à un procédé industriel.

« *Nous ne cherchons pas à construire la plus grande usine. Nous cherchons à construire la bonne usine* », explique Laurent Trognon, président et fondateur de REC. Une montée en puissance progressive est donc prévue. Une première phase de trois mois doit permettre de traiter 100 tonnes de textiles et de former les équipes. L'étape suivante vise 500 tonnes par an, avant une ambition nationale comprise entre 2.000 et 5.000 tonnes annuelles à douze mois.

JUSQU'À 55 EMPLOIS DANS L'YONNE ?

Derrière l'enjeu environnemental se dessine également un enjeu social. À maturité, le projet pourrait générer 30 à 40 postes chez REC et 10 à 15 chez Vitamine T, notamment pour la préparation des matières. Une partie de ces emplois pourrait être occupée par des personnes engagées dans un parcours de retour durable vers l'emploi.

Le projet entend ainsi faire de l'économie circulaire un levier industriel mais aussi social pour le territoire. « *L'insertion par l'activité économique peut s'inscrire pleinement dans les chaînes de valeur industrielles de demain* », souligne Olivier Laurant, directeur régional Grand-Est, Bourgogne, Aisne de Vitamine T.

Enzo Beaudet

Côte-d'Or. **Organisée le 19 septembre au Château du Clos de Vougeot, la vente de vins de Bourgogne « Vougeot pour Cîteaux – Acte II » doit permettre la restauration du Définitoire de l'Abbaye de Cîteaux.**

800.000 € récoltés pour l'abbaye de Cîteaux



À l'occasion des Journées européennes du patrimoine, la solidarité vigneronne s'est illustrée avec éclat en Bourgogne. L'opération orchestrée par le Château du Clos de Vougeot et la Fondation du patrimoine, en partenariat avec Christie's et la Confrérie des Chevaliers du Tastevin, a surpassé les 650.000 € réunis lors de la première édition en 2022.

UNE MOBILISATION INTERNATIONALE

Grâce aux dons des producteurs de toute la région, des Maranges à Gevrey-Chambertin, près de 300 collectionneurs venus de 33 pays, dont les États-Unis, la Chine et le Royaume-Uni, ont pris part à cette vente de charité. En soutenant ce projet, vignerons et acheteurs ont rendu un hommage appuyé à l'abbaye cistercienne, berceau historique des terroirs viticoles bourguignons. Du 4 au 19 septembre, la vente en ligne a rassemblé 153 lots d'exception issus de 61 appellations des Climats de Bourgogne, attirant en moyenne plus de 8 enchérisseurs par lot. Tous les flacons ont été vendus, 99 % d'entre eux dépassant leur estimation haute. Parmi les enchères marquantes, une verticale de trois magnums de Montrachet du Domaine Pierre-Yves Colin-Morey a atteint 47.500 €, tandis qu'un jéroboam de Musigny 2005 du Domaine Jacques-Frédéric Mugnier s'est envolé à 43.750 €. Un lot de trois magnums de La Tâche du Domaine de la Romanée-Conti a quant à lui trouvé preneur à 62.500 €. En parallèle, un dîner caritatif réunissant 320 convives sous le haut patronage de Dom Pierre-André Burton, Père-Abbé de Cîteaux, s'est tenu dans le Cellier cistercien. Le menu préparé par la cheffe Alexandra Bouvret a mis à l'honneur l'œuf en meurette. Durant la soirée, dix lots supplémentaires ont été adjugés sous le marteau d'Adrien Meyer, directeur mondial des ventes privées et coprésident du département Art impressionniste et moderne de Christie's, venu spécialement de New York pour l'événement. Salué par Jean-François Curie, Grand Maître des Chevaliers du Tastevin, et Guillaume Poitrinal, président de la Fondation du patrimoine, cet élan collectif offre des moyens décisifs au chantier de sauvegarde du Définitoire de Cîteaux.


Adrien Meyer, directeur mondial des ventes privées et coprésident du département Art impressionniste et moderne de Christie's. *Crédit : DR.*

Frédéric Chevalier

Saône-et-Loire

AVEC SA BATTERIE, VERSO ENERGY FAIT UN PARI À 3 M€ À GUEUGNON. Opérationnelle depuis juillet 2025, la centrale solaire flottante de Verso Energy à Gueugnon s'accompagne désormais d'une batterie pour stocker l'électricité. Cet investissement de 3M€ complémentaire relève autant du pari économique que de la stratégie pour l'exploitant Verso Energy.
24 M€ avaient été engagés par Verso Energy dans sa centrale solaire flottante de Gueugnon inaugurée en 2025.


À Gueugnon, après avoir engagé 24 M€, Verso Energy injecte 3M€ de plus pour se doter d'une batterie de recharge. *Crédit : VersoStudio.*

Capable de fournir jusqu'à 23 mégawatts, elle ne pourra injecter que 6 mégawatts sur le réseau jusqu'en 2028. « *Le site a la spécificité de rencontrer une contrainte technique qui demande le renforcement du poste, actuellement en cours* », explique Antoine Huard, directeur général de Verso Energy. Cette situation a encouragé le fournisseur d'énergie à doter sa centrale d'une batterie afin de stocker le surplus et l'injecter sur le réseau ultérieurement. En engageant 3M€ d'investissement dans cet équipement, l'entreprise se projette au-delà de 2028. « *La batterie continuera à faire des arbitrages dans la journée pour injecter l'énergie au moment le plus opportun, quand les prix seront plus élevés. Elle rend la centrale solaire pilotable et valorise l'énergie.* »

RELEVER LE PARI

Le responsable reconnait qu'il ignore encore exactement le temps nécessaire à son amortissement et qu'il s'appuie sur des prédictions de ce que seront les prix. « *C'est un risque de marché, financé avec plus de fonds propres.* » La batterie présentera un autre intérêt économique en aidant le système électrique à maintenir le courant à 50 Hertz et la tension au bon niveau. « *La batterie mettra sa réactivité face aux fluctuations de la demande au service de RTE et de son marché de réglage de fréquence.* » Verso Energy se dit convaincu qu'en attendant la multiplication des batteries, ce service contribuera à son financement tandis que l'arbitrage infra journalier renforcera son intérêt économique grâce à l'évolution des usages et du système électrique. « *Cet investissement trouve son sens dans ces arguments qui le rendront rentables mais aussi grâce à des cycles de déchargement qui contribueront à préserver l'équipement dans la durée.* »

Nadège Hubert

en bref

Côte-d'Or

CIGV : CLAP DE FIN POUR LE VILLAGE. Placé en redressement judiciaire depuis le 25 août dernier, le Village de la Cité annonce sa fermeture alors que le tribunal administratif a prononcé la liquidation judiciaire le 7 octobre. « *Depuis 2022, nous avons eu l'immense plaisir d'accueillir une clientèle curieuse et passionnée, venue partager avec nous son amour de la gastronomie, du vin et des savoir-faire de nos terroirs*, a fait savoir le Village dans un communiqué. *Le Village va désormais laisser place à une programmation différente et entièrement repensée de la Cité Internationale de la Gastronomie et du Vin.* »

COLLECTIVITÉS

L'attractivité sur un plateau (de cinéma)

Région BFC. Pour la première fois, Tournages & cinéma, la branche d'accueil des tournages de Bourgogne Franche-Comté Tourisme, a reçu des professionnels du cinéma (directeurs et chargé de production, repéreur, producteur exécutif, cheffe décoratrice) pour leur faire découvrir tout le potentiel cinématographique de la région forte non seulement de ses paysages naturels et de son patrimoine, mais aussi de ses talents locaux.



C'est une forme d'attractivité territoriale et de richesse parfois oubliée que celle de l'accueil des tournages de séries ou de films. Pourtant, l'impact d'une œuvre comme levier de visibilité est documenté : selon une étude du CNC « Impact du cinéma et de la fiction TV sur le tourisme en France », un touriste international sur 10 est venu dans notre pays après avoir vu un film ou une série, un Français sur quatre a visité un lieu de tournage après avoir visionné un film ou une série.

Bourgogne Franche-Comté Tourisme est bien conscient de cet impact et s'emploie à développer la notoriété de la région au travers de sa division Tournages & Cinéma. Du 5 au 8 octobre, ont été accueillis une dizaine de professionnels du secteur, dont plusieurs repéreurs, des directeurs de la production ou chargé de production, un producteur exécutif, une cheffe décoratrice, qui ont tous travaillé sur des productions nationales et internationales. L'idée : leur faire visiter les richesses du territoire, tant naturelles ou patrimoniales qu'économiques (prestataires) et humaines pour attirer de nouveaux tournages. Un luxueux « carnet d'inspiration » a été édité à cette occasion, recensant les potentiels de la région. « *Outre les atouts du territoire, nous sommes facilement accessibles depuis Paris ou Lyon, ce qui est un atout pour les équipes, les studios de Bry-sur-Marne* (à 1h15 de Sens par exemple, Ndlr) le sont également. *Les tournages sont un vrai moteur d'attractivité et nous sommes convaincus de la pépite sur laquelle nous sommes installés* », s'enthousiasme Sophie Ollier-Daumas, directrice générale de BFC Tourisme.



Photo du tournage du film Le Mélange des Genres(2024) à Dijon. *Crédit : BFC / Tournages & Cinéma.*



Films et séries trouvent en BFC un cadre propice à des décors divers : vignes, canals, montagnes, patrimoine.

AVANTAGE CONCURRENTIEL ET IMPACT CERTAIN

La région offre de plus un avantage concurrentiel, vis-à-vis d'autres pays ou de régions plus gourmandes, comme la région parisienne ou le sud de la France, confie Pascal Schultz, chargé d'attractivité et de rayonnement pour Grand Besançon Métropole qui cite l'exemple d'un tournage à 8 M€ entre la Franche-Comté et la Suisse dont nos voisins ont englouti 5,8 M€. Consciente du potentiel d'attractivité de la fiction, Besançon, par exemple, a fait le choix de ne pas faire payer l'accès au patrimoine de la ville aux équipes de tournage. L'enjeu économique est de taille : outre une visibilité hors normes offertes par les films ou les séries, les tournages engendrent une économie immédiate, elle aussi bien documentée : BFC Tourisme chiffre à 3,40 € les retombées sur le territoire pour chaque euro engagé via le fonds d'aide régional, doté de 1,7 M€ .

Emmanuelle de Jesus



Photo du tournage du film L'incroyable femme des neiges (2024) dans le Doubs. *Crédit : Ludivine Melo BFC / Tournages & Cinéma.*

Des tournages d'envergure en 2025 / 2026

◆ Le **9 décembre** , la sortie nationale de *Changer l'eau des fleurs*, adaptation cinématographique du livre de Valérie Perrin par Jean-Pierre Jeunet donnera à voir Autun (71) et Arnay-le-Duc (21). **Durant l'année 2026**, l'Yonne aura accueilli le tournage d'Avant la tempête d'Éric Gravel (région de Sens) ; cet été, Dijon a servi de décor pour le film *De l'autre côté de l'été*, avec Agnès Jaoui tandis que Besançon sert de cadre à un téléfilm de France Télévisions cet automne. En 2025, Tournages & Cinéma a accompagnés 36 projets (**258 jours de tournages**) et s'appuie sur une data régionale qui recense les ressources disponibles sur le territoire : **830 décors** référencés, **327 techniciens et artistes-interprètes**, **30 prestataires** et près de **1.900 figurants**.

Vingt Dieux, un certain regard sur le Jura

Invitée à s'exprimer devant les professionnels invités, la réalisatrice Louise Courvoisier incarne, avec l'itinéraire de son film *Vingt Dieux*, le potentiel cinégénique de la région BFC. Née en Suisse, elle a grandi avec ses parents, musiciens, néo-ruraux et éleveurs de moutons dans le Jura. Formée à Cinéfabrique à Lyon, elle a construit son film « *qui ne plaisait pas sur le papier* » (comprendre : aux financeurs) en exaltant sans folklore mais avec estime-t-elle « *la sincérité du geste* » le monde rural, les jeunes désœuvrés, la fabrication du comté, « *avec un regard qui vient de l'intérieur* ». Carton auprès des spectateurs (955.500 fin octobre 2025) et des critiques : Prix Jean Vigo, Prix Lumière du premier film ainsi que pour son héros Clément Favreau, Prix de la jeunesse à Cannes, César du premier film et César de l'espoir féminin pour l'actrice Maïwene Barthélemy. En écriture de son prochain film, Louise Courvoisier ne peut rien en dire encore, sinon qu'il aura la région comme décor...



Louise Courvoisier, réalisatrice de Vingt Dieux. Pour la Jurassienne, le territoire était « sa source d'inspiration » et son regard a séduit par sa sincérité : 955.500 spectateurs et un joli palmarès critique ont salué ce premier long-métrage. *Crédit : JDP.*

Région BFC. **Réunis ce mardi 7 octobre à l'Hôtel de Région à Dijon pour les premières Rencontres des acteurs du vélo, élus, associations et experts ont affiché l'ambition d'amplifier la dynamique cyclable régionale .**

Les acteurs du vélo réunis à Dijon pour accélérer la dynamique cyclable régionale



La journée du mardi 7 octobre, qui a rassemblé pour la première fois à l'Hôtel de région, à Dijon, l'ensemble des acteurs de l'univers du vélo, a débuté sur deux roues avec un trajet collectif à vélo depuis la gare de Dijon. Ainsi, Jérôme Durain, président de la région Bourgogne Franche-Comté, Stéphanie Modde, vice-présidente chargée de la transition écologique, du climat, de l'énergie, de la biodiversité, de l'économie circulaire et de l'eau et François Villerez, directeur de la DREAL de Bourgogne Franche-Comté, n'ont pas hésité à enfourcher les vélos « cassis » de la ville. Cette journée, initiée sous l'impulsion de la Boîte à vélos de Chenôve, de Dijon Métropole et de Divia et de la région Bourgogne Franche-Comté, s'est donnée pour objectif majeur de structurer et d'amplifier la dynamique cyclable sur l'ensemble du territoire régional, afin de répondre aux grands défis écologiques, de santé publique et d'amélioration du cadre de vie. Lors de la matinée, une table ronde réunissant des élus locaux, l'Ademe, des associations et des acteurs économiques a permis de partager des retours d'expérience très concrets. Les discussions ont mis en valeur des initiatives locales variées, telles que la réalisation d'aménagements en milieu rural, la réaffectation stratégique de voiries, la création de vélo-écoles inclusives ou encore la structuration de filières de réemploi social.



Stéphanie Modde, Jérôme Durain et François Villerez ont effectué le chemin à vélo depuis la gare de Dijon. *Crédit : Océane Lavoustete / région BFC.*

Dans son allocution d'ouverture, Jérôme Durain a réaffirmé le rôle central que doit occuper la bicyclette dans les politiques publiques territoriales. « Le vélo est aujourd'hui bien plus qu'un simple mode de déplacement. Il constitue un formidable levier pour relever plusieurs défis majeurs auxquels nos territoires sont confrontés : améliorer la santé et la qualité de vie de nos concitoyens, accélérer la transition écologique, renforcer l'attractivité de nos territoires et soutenir le développement d'une économie locale créatrice d'emplois », a-t-il rappelé.

UN VOLET INDUSTRIEL POUR STRUCTURER LA FILIÈRE

L'après-midi s'est poursuivi autour de la réflexion collective avec l'organisation de huit ateliers participatifs. Acteurs publics et privés ont pu échanger sur des leviers très opérationnels : la sécurisation des carrefours, le développement des services de vélo en libre-service ou de location de longue durée, l'apprentissage du vélo à tous les âges, l'essor du vélotourisme ainsi que le reconditionnement des cycles usagés en fin de vie.

En complément de ces ateliers thématiques, un groupe de travail dédié spécifiquement à la structuration industrielle de la mobilité douce a complété le programme. À travers l'organisation de ces premières Rencontres, la région Bourgogne Franche-Comté entend créer une dynamique pérenne, fédérer durablement les acteurs locaux et soutenir les projets portés sur le terrain.

Frédéric Chevalier



On n'agira pas sur une cause sans agir sur toutes.

Précarité, emploi, santé, éducation, culture, environnement, recherche médicale... Aujourd'hui devant la multiplicité et l'urgence des défis à relever, être la Fondation de toutes les causes est une force et même une nécessité.

Pour soutenir nos actions, faites un don sur fondationdefrance.org

Fondation de France

La Fondation de toutes les causes

Yonne. **Après plusieurs mois de réhabilitation, le port de Châtel-Censoir change de dimension. Rebaptisé « Châtel, le port de Vézelay et du Grand Site », il entend devenir bien plus qu'une simple halte pour plaisanciers…**

À Châtel-Censoir, le port veut devenir la nouvelle porte d'entrée du Vézelien





Long de 174 km, le canal du Nivernais est l'un des plus long de France. *Crédit : JDP.*



Sur les rives du deuxième canal le plus visité de France, Châtel-Censoir veut prendre sa part du gâteau et augmenter son activité touristique. Porté par la commune, Voies navigables de France (VNF) et le Département de l'Yonne, le projet de réhabilitation entend redonner une nouvelle vie à cette infrastructure et renforcer son rôle dans l'attractivité du Vézelien. Au total, près de 200.000 € d'investissements publics et privés ont été mobilisés pour moderniser le site.

Parmi les aménagements figurent notamment de nouveaux équipements destinés aux plaisanciers, mais aussi une réflexion plus large autour des mobilités douces, des produits locaux et des animations touristiques. La commune a par ailleurs confié l'exploitation du port à un nouvel opérateur pour sept ans.

L'ambition affichée est claire : faire du port un point de rencontre entre les visiteurs de passage et les acteurs locaux. Plaisanciers, cyclotouristes, habitants et touristes doivent pouvoir s'y croiser, profiter des services proposés et découvrir les richesses du territoire.

Cette stratégie prend un relief particulier alors que le Vézelien bénéficie désormais du label Grand Site de France, obtenu pour un territoire de 18 communes autour de la colline éternelle. Châtel-Censoir souhaite ainsi profiter de cette dynamique pour mieux connecter le canal du Nivernais aux autres atouts touristiques du secteur.

DÉPASSER LE TOURISME FLUVIAL

Le port devient donc une porte d'entrée supplémentaire vers le Vézelien, mais aussi un espace destiné à faire vivre l'économie locale. Produits du terroir, animations et services doivent permettre aux visiteurs de prolonger leur passage et de découvrir les savoir-faire du territoire.

Derrière cette transformation se trouve aussi une volonté politique : celle de donner aux communes rurales les moyens de construire leur propre attractivité. Lors de l'inauguration, le maire Olivier Maguet a ainsi défendu l'idée d'une ruralité capable de prendre son destin en main.

Enzo Beaudet

Côte-d'Or. **Après deux ans de travaux, la Maison des Associations de Dijon a été inaugurée le 2 octobre. Rénovée et agrandie grâce à un investissement de 12,2 M€, elle propose des équipements repensés pour épauler les milliers de bénévoles qui font vivre la cité.**

Une maison pour booster le bénévolat



À Dijon, l'engagement associatif repose sur un socle de 4.500 associations actives qui font la vitalité locale, avec environ 200 créations annuelles pour une cinquantaine de dissolutions. Pour accompagner cet élan, la municipalité a engagé une modernisation d'ampleur de la maison des associations, érigée en 1964. Réalisé en site occupé, le chantier de 12,2 M€ a bénéficié de subventions de l'État (Fonds vert et DSIL), du département de la Côte-d'Or et de la région Bourgogne Franche-Comté.

Rénovation thermique, raccordement au réseau de chaleur urbain, 160 panneaux photovoltaïques en toiture et mise en accessibilité complète : le site s'inscrit désormais dans une démarche durable. Lors de l'inauguration, la maire de Dijon, Nathalie Koenders, a souligné la portée du projet : « *Une maison des associations agrandie et rénovée, c'est bien davantage qu'un bâtiment plus fonctionnel : c'est une maison des associations confortée dans son rôle de force fédératrice, comme dans sa mission d'accompagnement du tissu associatif dijonnais.* »



Crédit : Younès Hamdoune-Ville de Dijon.

En plus du bâtiment réhabilité, une extension de 784 m² construite sur l'ancien parking offre de nouveaux usages. Le complexe compte désormais 130 bureaux privatifs, jusqu'à 13 salles de réunion, un espace numérique (Dijilink), un espace parents-enfants et un pôle de coworking. Pièce maîtresse de l'extension, une salle polyvalente modulable accueillant jusqu'à 400 personnes en hommage à Simone Plessis, résistante dijonnaise morte en déportation en 1945. L'espace de coworking porte quant à lui le nom de Robert Yvray, figure de la vie associative locale disparue en 2025.

L'ensemble intègre également « Le Bistrot 1901 », un restaurant inclusif de 70 couverts géré par l'Acodège, clin d'œil à la loi sur la liberté d'association. Alors que la ville maintient son effort avec 15,1 M€ de subventions aux associations inscrites au budget 2026 , Nathalie Koenders a rappelé la valeur cardinale du bénévolat : « *Franchir les portes d'une association et donner quelques heures de son temps pour prendre part à un projet collectif : voilà l'une des expressions les plus concrètes de ce qu'est participer à la vie de la cité.* »

Emmanuelle de Jesus

en bref

Yonne

AUXERRE : PINK MAKERS CHALLENGE INNOVE POUR OCTOBRE ROSE. 12 femmes se retrouveront le 22 octobre à Auxerre pour relever un défi original : concevoir et fabriquer, en équipe, un objet symbolisant la lutte contre le cancer du sein.



Organisé par AuxR_Factory, l'événement se déroulera au FabLab, avec l'appui d'outils de fabrication numérique tels que les imprimantes 3D et les découpeuses laser. Aucun prérequis technique n'est demandé, l'objectif étant de favoriser la créativité et l'engagement. Les prototypes seront ensuite évalués par un jury composé de représentantes du monde économique et associatif, tandis que le public pourra également voter. La journée s'achèvera par un temps de sensibilisation animé par la Ligue contre le cancer de l'Yonne. Les participants découvriront également Novatherm, une solution développée localement associant thermographie infrarouge et intelligence artificielle pour contribuer au dépistage précoce.

Côte-d'Or. L'investissement se veut exceptionnel pour une commune de 950 habitants. Sainte-Marie-la-Blanche a engagé 1,8 M€ pour se doter de sept nouveaux logements dont elle est propriétaire.

Sainte-Marie-la-Blanche agrandit son parc locatif



Avec une croissance du nombre d'habitants d'environ 1% par an, Sainte-Marie-la-Blanche doit être en capacité d'accueillir ses nouveaux concitoyens. Suite au décès de l'ancien maire, la municipalité a donc fait l'acquisition de sa résidence pour 250.000 € afin de la transformer en sept logements. « *Avec des T4 et des T5, nous pouvions accueillir des familles. C'est une nécessité pour les écoles mais aussi les commerces* », a insisté Michel Quinet, le maire. Le premier coup de pelle de la rénovation a été donné en novembre 2023 et marqué le début d'un chantier à 1,8 M€. « *C'est un investissement exceptionnel pour une commune rurale comme la nôtre.* »

Pour le financer, le village a sollicité toutes les aides à sa disposition et obtenu 70 % du montant des travaux en subvention. L'État a ainsi participé à hauteur de 563.000 € répartis entre le fonds vert et la DETR, suivi par le département avec une aide de 180.000 € et par l'agglomération beaunoise avec une enveloppe de 77.000 €. « *Elle nous a aussi évité des frais bancaire grâce au portage foncier pour l'acquisition du bâti* », a rappelé l'élu. Le Siceco et la région ont également contribué au financement en injectant respectivement 80.000 € et 56.000 € dans le cadre d'Effilogis. « *La commune s'endette mais elle ne s'appauvrit pas. Elle s'enrichit de famille et de patrimoine.* »


La préfète Violaine Démaret avait fait le déplacement pour inaugurer la résidence Colette et Michel Veaux transformée en sept nouveaux logements. *Crédit : JDP.*

Aux dires des partenaires du projet, le maire de Sainte-Marie-la-Blanche n'en est pas à son coup d'essai, ayant déjà réhabilité une longère et une grange notamment. Il le rappelle d'ailleurs : « *En 1995, nous n'avions que deux logements municipaux. Aujourd'hui nous en avons 20 et un autre est attendu en 2027 sans consommer de foncier.* »

L'édile porte aussi le projet d'une prochaine clinique vétérinaire pour répondre aux besoins des agriculteurs du territoire.

Nadège Hubert

Yonne. À partir du 12 octobre, le pont du canal de Cravant, situé sur la RD 606, va être entièrement réhabilité.

Aux Deux Rivières, le pont du canal fait peau neuve



Il va falloir prendre son mal en patience pour traverser le canal de Cravant. À partir du 15 octobre, la circulation automobile sera interdite sur le pont situé sur la RD 606, dans la commune des Deux Rivières. Le département de l'Yonne va en effet engager un important chantier de réhabilitation de l'ouvrage, dont les travaux doivent débuter le 12 octobre et se poursuivre jusqu'au début du mois de mars 2027. Confiée à l'entreprise Est Ouvrage, l'opération représente un investissement de 850.000 €. Elle fait suite aux dégradations constatées lors des inspections techniques du pont. L'objectif est notamment de garantir durablement la sécurité des usagers et de prolonger la durée de vie de l'ouvrage. La principale intervention consistera à remplacer le tablier du pont. L'actuel ouvrage sera démoli avant la construction d'un nouveau tablier constitué de poutres préfabriquées en béton armé. Les appuis existants seront également aménagés avant la réalisation de la nouvelle chaussée.

Le chantier débutera par l'installation d'une passerelle destinée aux piétons et d'échafaudages. Après la démolition du tablier, les équipes procéderont à la construction du nouvel ouvrage, puis à la réalisation de la chaussée et d'une piste cyclable. La passerelle provisoire sera finalement démontée à l'issue des travaux.

Si les automobilistes devront donc modifier leurs habitudes, les piétons pourront continuer à franchir le canal pendant toute la durée du chantier grâce à cette passerelle provisoire. Pour les véhicules, en revanche, une déviation sera mise en place.

VÉLO ET TOURISME FLUVIAL

Au-delà de la remise en état de l'ouvrage, le chantier doit aussi servir à renforcer les mobilités douces sur le secteur. Le nouveau pont intégrera ainsi une piste cyclable destinée à relier la véloroute « Le Tour de Bourgogne » à la halte nautique de Cravant-Bazarnes. Cette dernière a été rénovée en 2025 par la Communauté de communes Chablis, Villages et Terroirs. La réhabilitation du pont vient donc compléter les aménagements réalisés autour du canal et renforcer la continuité des itinéraires pour les cyclistes.


Le pont est très fréquenté par les cyclistes locaux comme par les visiteurs. *Crédit : JDP.*

Avec ce chantier à 850.000 €, le département intervient ainsi à la fois sur la sécurité d'un axe routier important et sur l'attractivité des mobilités douces autour du canal de Cravant. Sous réserve des conditions météorologiques, les automobilistes devront patienter jusqu'au début du printemps 2027 pour retrouver leur itinéraire habituel.

Enzo Beaudet

Yonne en bref

LE CENTRE MÉDICO-DENTAIRE D'AUXERRE FERME À NOUVEAU SES PORTES. C'est le dernier épisode en date d'un feuilleton qui n'en finit pas de tenir les patients auxerrois « en haleine »… Dans un arrêté du 30 septembre, l'Agence régionale de santé BFC a décidé que « *l'agrément provisoire délivré au centre médico-dentaire d'Auxerre pour ses activités dentaires cessera de produire ses effets à compter du 10 octobre 2026* ». Soutenu par l'ancienne municipalité de Crescent Marault pour faire face à la pénurie de chirurgiens-dentistes et de médecins généralistes dans le secteur, le pôle financé par des partenaires privés a ouvert ses portes en novembre 2025, après de nombreuses péripéties. « *Six mois après son ouverture, la structure a connu une première fermeture le 25 mai 2026. L'établissement s'était fait retirer son agrément provisoire par l'ARS en raison de nombreux manquements, concernant les soins et la gestion financière* », rappellent nos confrères de L'Yonne républicaine. De nombreux manquements, concernant l'hygiène et les risques d'infection, avaient notamment été relevés à la suite d'une enquête diligentée par les services compétents. Néanmoins, « *le 13 juillet, l'établissement de santé a provisoirement pu reprendre du service, le tribunal administratif de Dijon ayant rendu une ordonnance de référé le 3 juillet suspendant l'exécution de la décision* ». Une décision à présent remise en cause.

DES MOYENS RENFORCÉS POUR LES COMMUNES ET LES COLLÈGES. Lors de sa session du 9 octobre, le conseil départemental de l'Yonne a entériné le lancement d'un nouveau Pacte Territoires 2027-2029 doté de 20 M€, affirmant sa volonté de soutenir l'investissement malgré un contexte financier contraint. Soumise au vote des élus, cette enveloppe représente près de 7 M€ par an au service des projets portés par les communes et les intercommunalités. Dans le détail, 16 M€ seront consacrés aux dispositifs « Villages de l'Yonne + » et « Ambitions pour l'Yonne », destinés à accompagner les projets de proximité. Les 4 M€ restants financeront des opérations à rayonnement départemental, dont 2 M€ pour l'aménagement de la Plaine des sports d'Auxerre. En parallèle, une nouvelle attribution de 113.137 € va venir en soutien de huit projets communaux dans le cadre du pacte actuel, qui arrive à son terme. Autre priorité budgétaire : les collèges. Afin de préserver les conditions de fonctionnement des établissements, la collectivité va augmenter ses dotations l'an prochain. Les collèges publics bénéficieraient d'une enveloppe globale de près de 4 M€, en hausse de 6,5 % par rapport à l'exercice précédent. Les quatre collèges privés sous contrat recevraient quant à eux plus de 1,8 M€, soit une progression de 7,6 %. « *Ces dotations doivent permettre de préserver les conditions de fonctionnement des établissements, dans un contexte où le département poursuit parallèlement ses investissements visant à réduire durablement certaines charges, notamment énergétiques* ».

Retrouvez l'intégralité de votre journal et plus encore sur
www.journal-du-palais.fr
Une expérience digitale accrue avec votre journal
- Informations économiques et juridiques
- Contenu web exclusif
- Nouvelles fonctionnalités bientôt disponibles

AVIS D'EXPERT

Le nouveau régime de responsabilité financière des gestionnaires publics

Éclairage. Parallèlement à la venue de la première présidente de la Cour des comptes, Amélie de Montchalin, le 15 octobre à Dijon, la Chambre régionale des comptes explicite le nouveau régime de responsabilité des gestionnaires publics en se penchant sur les pouvoirs du juge des comptes depuis l'ordonnance du 23 mars 2022.

Chambres régionales & territoriales des comptes





PAR THIERRY FARENC, PRÉSIDENT DE SECTION ET FLORENT LOUISE, CONSEILLER MAGISTRAT DE LA CHAMBRE RÉGIONALE ET TERRITORIALE DES COMPTES DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ.



COUR DES COMPTES

La mission de vérifier la régularité, le bon usage et l'efficience des fonds publics est au cœur des missions des juridictions financières que sont la Cour des comptes et les chambres régionales et territoriales des comptes. Elle a sa source dans l'article 15 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qui énonce que « la société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration », et dont une des premières réalisations a été la loi du 16 septembre 1807 qui a créé la Cour des comptes afin de pouvoir mettre en jeu la responsabilité des comptables publics dans le recouvrement des recettes et le paiement des dépenses publiques. Cette loi, qui entend mettre fin à la période de désordre financier de l'Ancien Régime et de la France révolutionnaire, est le fondement de l'organisation financière de l'État.

Mais cet ordre juridictionnel restait toutefois limité. D'une part, il induisait un office purement objectif du juge financier, dont la fonction consistait alors à ne juger que les comptes, et non les comptables. D'autre part, il ne s'étendait pas aux ordonnateurs, c'est-à-dire aux agents publics qui décident des dépenses et des recettes.

En outre, s'agissant du jugement des comptes, si l'activité contentieuse de la Cour des comptes était dynamique, certaines dispositions, au premier rang desquelles la remise gracieuse accordée quasi systématiquement par le ministre des Finances aux comptables mis en débet (c'est-à-dire obligés à rétablir sur leurs propres deniers les erreurs commises dans le recouvrement des recettes ou le paiement des dépenses), ont, en grande partie, affaibli la portée de ce régime de responsabilité.

En parallèle, la recherche d'une responsabilité financière des ordonnateurs a connu de nombreux soubresauts sans aboutir à un système réellement effectif. Une Cour de discipline budgétaire et financière a bien été créée par la loi du 25 septembre 1948, mais elle a été peu efficace, ne rendant que 264 arrêts entre 1948 et 2023, soit moins de quatre par an.

Cette difficulté à sanctionner des fautes de gestion est devenue de plus en plus difficilement compréhensible pour le grand public dans un contexte de tensions sur les finances publiques, de demande plus grande de redevabilité des dirigeants publics, et alors même que les juridictions financières sont légitimes à identifier, poursuivre et sanctionner des fautes de gestion avec un impact certain pour les finances publiques.

L'ordonnance du 23 mars 2022 a donc ouvert une nouvelle page de l'histoire des juridictions financières en supprimant la dualité entre responsabilité des comptables et responsabilité des ordonnateurs pour lui substituer un corpus commun de règles applicables à l'ensemble des gestionnaires publics.

Elle a également créé une juridiction permanente : la chambre du contentieux de la Cour des comptes, qui se compose exclusivement de magistrats financiers et intervient en premier ressort. La Cour d'appel financière, présidée par le Premier ou la Première président.e de la Cour des comptes, connaît des appels tandis que le Conseil d'État est juge de cassation. La création d'une juridiction de premier ressort à compétence nationale et composée de magistrats spécialisés garantit l'effectivité de ce nouveau régime. En moins de quatre années d'activité, cette nouvelle juridiction a rendu plus de 50 arrêts et autant d'affaires sont en cours d'instruction.

Les infractions susceptibles d'être sanctionnées ont été précisées. La méconnaissance des règles relatives à l'exécution des recettes et des dépenses conduit à rechercher la responsabilité du gestionnaire si elle résulte d'une faute grave ayant causé un préjudice financier significatif. L'existence d'un intérêt personnel, direct ou indirect, vient compléter l'infraction relative à l'octroi d'un avantage injustifié procuré à autrui. Si les élus locaux ne sont pas des justiciables directs de la chambre du contentieux, ils le deviennent en cas de réquisition d'un comptable public (lorsque l'élu a obligé le comptable à payer une dépense), de non-exécution d'une décision de justice ou de gestion de fait (maniement irrégulier de fonds publics).

Les pouvoirs du juge financier sont également enrichis du fait que ce dernier peut désormais tenir compte de circonstances atténuantes ou exonératoires de responsabilité et individualiser le montant des amendes au regard de la situation financière et des fonctions exercées par les justiciables.

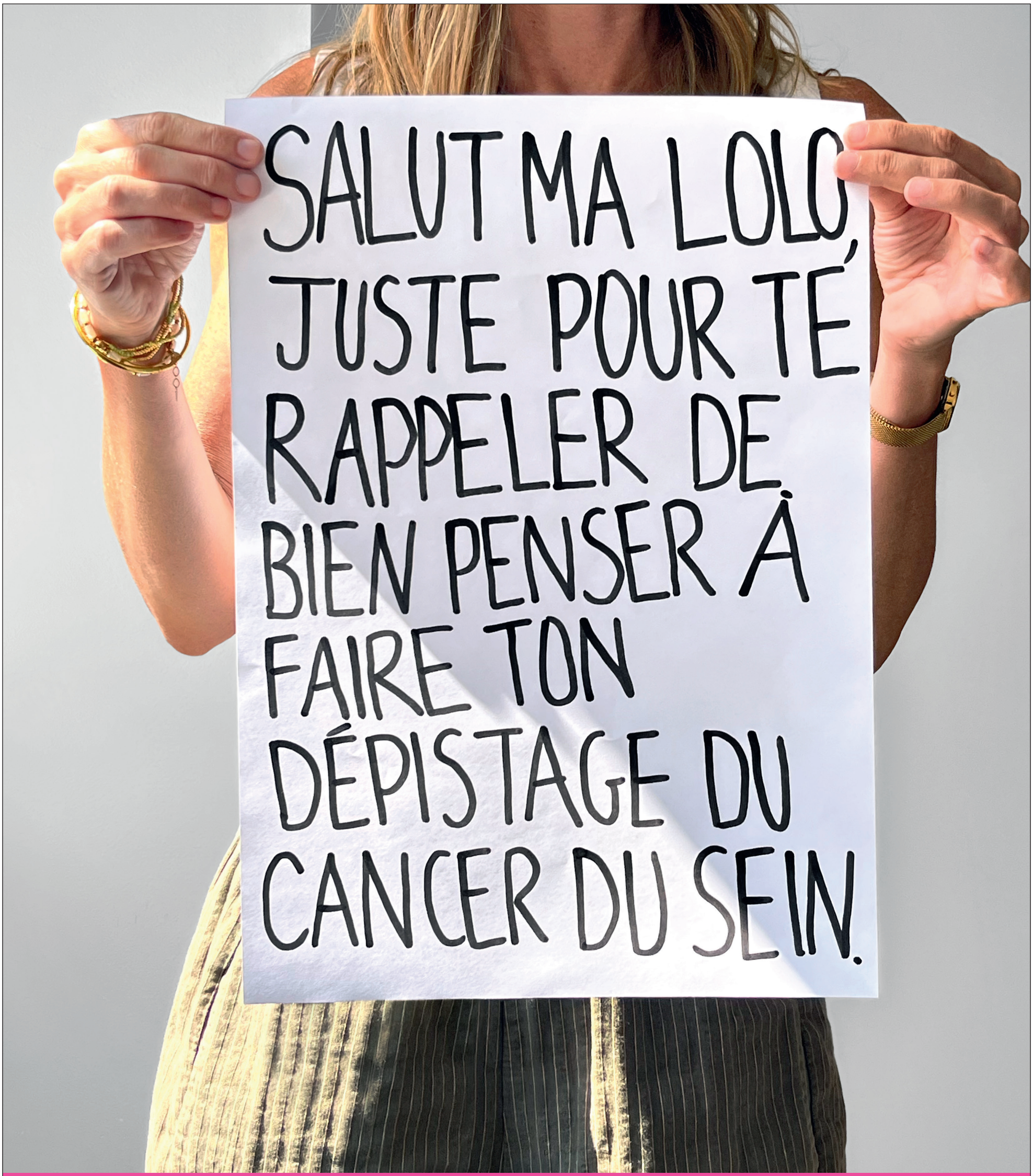
La chambre du contentieux peut prononcer une amende qui peut atteindre jusqu'à 6 mois de rémunération de la personne concernée. En ayant la possibilité de sanctionner les manquements les plus graves afin de préserver les intérêts financiers des organismes publics, ce régime de responsabilité entend ainsi améliorer la gestion publique et renforcer la confiance des citoyens dans les institutions. Pour autant, la finalité de ce régime est de nature plus préventive que répressive. Il a en effet pour but de renforcer la redevabilité des dirigeants publics en plaçant les enjeux de régularité et de probité au cœur de l'action publique afin de transformer la manière dont ces dirigeants conduisent leur action.

Après quatre années d'existence, ce contentieux spécifique contribue à enrichir et transformer la mission des juridictions financières.

Un colloque dédié

En partenariat avec l'Université Bourgogne Europe, la chambre régionale des comptes de Bourgogne Franche-Comté organise un colloque le jeudi 15 octobre intitulé « Le juge financier a-t-il trouvé sa place ? ». Il sera l'occasion de faire un bilan des quatre premières années de mise en œuvre du nouveau régime de responsabilité financière des gestionnaires publics. La première présidente de la Cour des comptes Amélie de Montchalin ainsi que la procureure générale près la Cour des comptes, Véronique Hamayon seront présentes. Inscriptions obligatoires par mail :

♦ *colloque.crcbfc-ube@crtc.ccomptes.fr*



Partagez-vous des mots doux.

Prenez soin les unes des autres en incitant vos proches à consulter un professionnel de santé chaque année et à faire un dépistage du cancer du sein tous les deux ans, dès 50 ans. Scannez le QR code pour plus d'informations.

LA LIGUE CONTRE LE CANCER

IA : l'adoption s'accélère, les gains économiques se font attendre



MAGNIFIK

BANQUE DE FRANCE
EUROSYSTÈME

L'intelligence artificielle a franchi un cap dans les entreprises françaises. Selon une enquête de la Banque de France réalisée auprès de 7.000 entreprises de 20 salariés et plus, plus des deux tiers d'entre elles utilisaient déjà des outils d'IA générative au début de l'année 2026. Une diffusion remarquablement rapide qui témoigne de l'entrée de cette technologie dans le quotidien économique. Mais derrière cet engouement, les bénéfices concrets restent encore limités et très inégalement répartis.

La première leçon de l'étude est que l'IA générative s'est répandue à une vitesse inédite. Avec des outils accessibles comme ChatGPT ou Microsoft Copilot, les barrières techniques et financières ont fortement diminué. Résultat : 67 % des entreprises de 20 salariés et plus déclarent déjà y recourir, contre seulement un tiers pour l'IA dite prédictive, plus complexe à déployer car elle exige davantage de données structurées et de compétences spécialisées.

Cette diffusion rapide ne signifie toutefois pas que l'IA transforme déjà en profondeur les modèles économiques. Dans trois quarts des cas, elle est essentiellement utilisée dans les fonctions support : rédaction de documents, synthèse d'informations, marketing, comptabilité, ressources humaines ou travaux administratifs. Les usages directement liés à la production demeurent minoritaires.

Pour de nombreuses entreprises, l'IA est donc avant tout un outil d'assistance. Cette réalité explique pourquoi les gains de productivité observés restent modestes. Seules 31 % des entreprises utilisant l'IA générative déclarent avoir déjà constaté une amélioration de leur productivité. Pour l'IA non générative (fouille de textes [text mining], reconnaissance vocale et d'images, apprentissage automatique), la proportion atteint 41 %, signe qu'une intégration plus poussée des technologies produit généralement des effets plus tangibles.

GAPS SECTORIELS IMPORTANTS

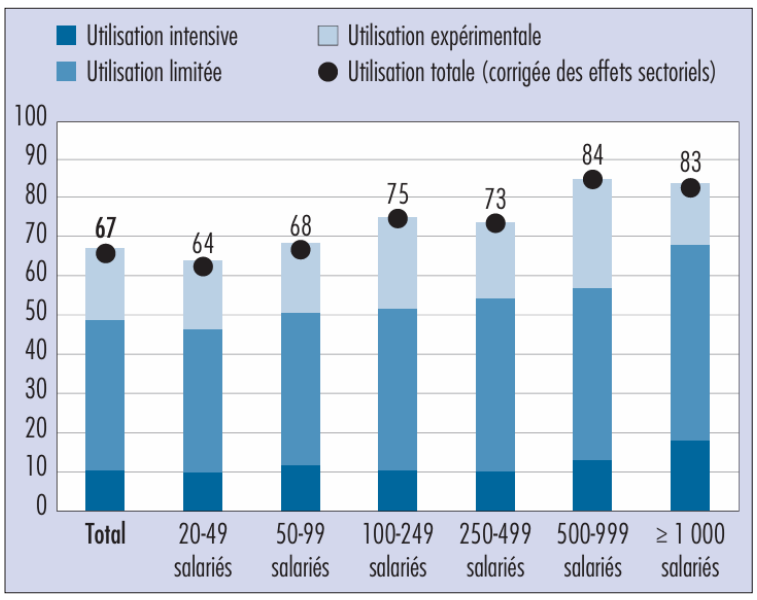
Les écarts sectoriels apparaissent particulièrement marqués. Les entreprises de l'information-communication ainsi que les activités scientifiques, techniques et de conseil figurent parmi les plus avancées. Dans ces secteurs où la valeur repose essentiellement sur la donnée, la connaissance et le traitement de l'information, l'IA est davantage intégrée aux processus de production et d'innovation. Les outils spécialisés, comme les assistants intelligents, la génération de code ou les systèmes agentiques y sont beaucoup plus fréquents que dans les autres secteurs de l'économie.

Certaines industries de pointe commencent également à se distinguer. Les fabricants de matériels de transport ou encore les entreprises de la chimie-pharmacie comptent parmi les utilisateurs les plus intensifs. Toutefois, ces pratiques restent concentrées sur un nombre limité d'acteurs particulièrement innovants.

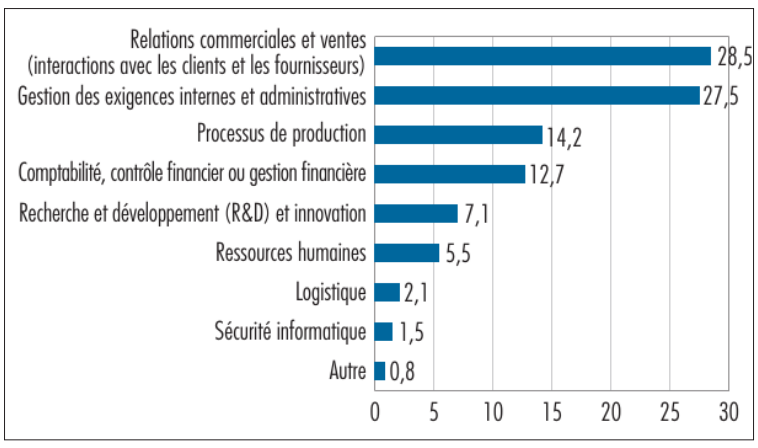
L'enquête révèle également que le principal obstacle à l'adoption de l'IA n'est pas financier. Près d'une entreprise sur deux qui n'utilise pas encore ces technologies estime surtout ne pas avoir identifié de cas d'usage pertinent. Le défi n'est donc plus l'accès à l'outil mais la capacité à lui trouver une véritable valeur ajoutée.

Pour les années à venir, les dirigeants affichent un optimisme prudent. Six entreprises sur dix anticipent un impact positif sur leur productivité d'ici 2029. En revanche, les effets sur l'emploi devraient rester modérés. Les entreprises envisagent davantage une réorganisation des tâches qu'une substitution massive du travail humain. Autre enseignement notable : l'IA ne devrait pas provoquer immédiatement de baisse des prix. Les investissements nécessaires à son déploiement, à la formation des salariés et à l'adaptation des organisations absorbent encore une partie des gains potentiels. Beaucoup d'entreprises espèrent d'abord améliorer la qualité de leurs produits, accélérer leurs processus ou développer de nouveaux services avant de répercuter les gains d'efficacité sur leurs tarifs. L'enjeu économique se déplace ainsi progressivement. La question n'est plus de savoir si les entreprises adopteront l'intelligence artificielle, mais si elles parviendront à l'intégrer profondément dans leurs métiers. C'est de cette transformation organisationnelle, bien davantage que de la simple utilisation d'outils conversationnels, que dépendra la véritable révolution de productivité attendue dans l'économie française.

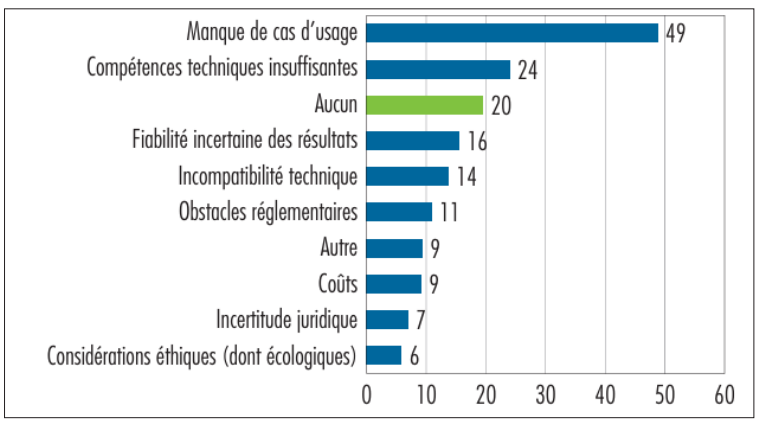
Utilisation de l'IA générative par taille d'entreprise et niveau d'intensité *(en % des entreprises)*



Principal domaine d'utilisation de l'IA *(en % des entreprises de 20 salariés et plus déclarant utiliser l'IA)*



Obstacles à l'utilisation de l'IA, parmi les entreprises déclarant ne pas utiliser l'IA *(en % des entreprises de 20 salariés et plus)*



67 %

La part des entreprises de 20 salariés et plus déclarant utiliser l'IA générative début 2026.

38 %

La part des entreprises citant le manque de cas d'usage comme principal frein à un développement plus poussé de l'IA.

31 %

La part des entreprises utilisatrices de l'IA générative constatant déjà un gain de productivité.

Opinions

PLF 2027 : - 125 M€ pour les CCI, un risque majeur pour les entreprises, les apprenants et les territoires

CCI France

Le projet de loi de finances pour 2027 prévoit une nouvelle réduction de 125 M€ dans les ressources du réseau des Chambres de commerce et d'industrie (CCI), soit une baisse de 25 % de son budget. Dans un contexte marqué par la hausse des défaillances d'entreprises et des besoins croissants des TPE-PME, cette nouvelle diminution aura des conséquences directes sur la capacité à accompagner les entreprises, soutenir leurs transformations, former les jeunes, les salariés, les demandeurs d'emplois et maintenir un service économique de proximité dans tous les territoires. Près d'une CCI sur deux sera contrainte de fermer ses portes.

Jamais les entreprises n'ont autant sollicité les CCI. En 2025, plus de 1,2 millions d'entreprises et de porteurs de projets ont été accompagnés par le réseau des CCI, soit une progression de 5,7 % en un an. Cette hausse traduit une réalité : confrontées simultanément aux défis des transitions écologique et numérique et des grandes mutations ; les commerçants, les TPE, les PME ont plus que jamais besoin d'un accompagnement accessible et de proximité.

Le contexte économique rend cet appui d'autant plus indispensable. À la fin juillet 2026, 70.605 défaillances d'entreprises étaient recensées en France sur douze mois. Mettre en péril la survie du réseau des CCI, c'est priver durablement les chefs d'entreprise d'un accompagnement de proximité, au moment précis où ils en ont le plus besoin pour sécuriser leur activité, se projeter et investir.

Le risque dépasse donc largement l'avenir du réseau consulaire : c'est celui d'un décrochage d'une partie du tissu économique français, notamment des TPE-PME et des entreprises implantées dans les territoires où les solutions d'accompagnement sont les moins nombreuses.

Le financement des CCI n'est pas une dépense publique mais un investissement, qui produit un effet économique mesurable. Chaque euro qui leur est confié génère 5,30 € de valeur pour l'économie française (*enquête OpinionWay 2025*).

Réduire ces ressources alors que les besoins augmentent pose donc une question simple : quelle économie réelle pour les finances publiques, si elle se traduit demain par moins d'entreprises accompagnées, moins d'investissements sécurisés, moins de transformations engagées et moins de recettes fiscales associées. Les CCI sont le relais de terrain de la plupart des politiques économiques. Elles vont au-devant des entreprises, les orientent vers les dispositifs existants et les accompagnent pour qu'une aide, une politique publique ou une expertise se transforment concrètement en projet, en investissement, en recrutement, en transmission ou en développement.

Avec une baisse de cette ampleur, près d'une CCI sur deux pourrait être contrainte de fermer ses portes. Derrière ce chiffre, c'est la capacité des CCI à pouvoir encore accompagner les entreprises, former les apprenants et maintenir les services de proximité dans les territoires qui serait directement affectée. Ces effets seraient irréversibles : des entreprises laissées sans accompagnement et des compétences perdues.

En 2025, le réseau a formé plus de 500.000 personnes, dont 210.000 salariés, 133.000 apprentis, 100.000 étudiants et plus de 23.000 demandeurs d'emploi. Premier formateur après l'Éducation nationale, il est le premier réseau de formation des salariés, le premier réseau de CFA et le premier réseau d'écoles de management.

Réduire les moyens des CCI, c'est donc fragiliser non seulement l'accompagnement des entreprises, mais également la formation, notamment de centaines de milliers d'apprentis et de salariés. Au moment où les entreprises peinent à recruter les compétences dont elles ont besoin, affaiblir l'appareil de formation des CCI serait un contresens économique et social.

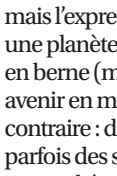
Les CCI ont déjà largement contribué aux efforts de maîtrise des dépenses publiques depuis 15 ans, avec une baisse de 64 % de leurs ressources, une contribution sans équivalent parmi les opérateurs publics, tout en se transformant en profondeur pour gagner en efficacité. Cette nouvelle baisse remettrait en cause la dynamique de modernisation engagée et priverait l'État d'un de son plus grand acteur du dernier kilomètre économique.

CCI France et l'ensemble du réseau des CCI appellent le Gouvernement et les parlementaires à revenir sur la réduction de 125 M€ envisagée et à garantir au réseau une trajectoire budgétaire stable, permettant de préserver sa capacité à accompagner les entreprises, à former, notamment nos jeunes, et à soutenir le développement économique des territoires.

Le billet

Par Emmanuelle de Jesus

- de portables, + de politique



Une mienne connaissance, prof de son état, est allé discuter avec ses élèves en blocus devant leur lycée. C'est un professeur apprécié et qui dialogue facilement avec cette « *jeunesse* » dont un quarteron d'experts (ayant depuis longtemps dépassé le mitan de leur vie) parle à longueur d'antenne comme s'ils en étaient encore. Vous avez dit choc des générations ? Mais là n'est pas le propos. En discutant avec lesdits élèves, le professeur en question a recueilli une réflexion dont il m'a fait part l'air de rien... « *Tiens, ça pourrait peut-être faire le point de départ d'un édito...* » Cette réflexion la voici, venue en circuit court depuis un « *jeune* » qui passe son bac à la fin de l'année : « *Vous savez quoi monsieur ? Depuis qu'on nous a pris les portables au lycée, on s'est remis à parler et on s'est rendus compte de tout ce qui n'allait pas...* » Voilà qui devrait rassurer les vieux fourneaux qui crient à la jeunesse décérébrée : non, le jeune n'a pas troqué l'intégralité de ses neurones contre du temps disponible pour Tiktok ou Snap. En revanche, les Gafam qui ont mis ces outils à disposition savaient très bien ce qu'ils faisaient en hypnotisant les jeunes citoyens pour en faire des consommateurs. Voilà pour le point 1. Point 2, en ôtant (fort justement) les portables durant le temps des études, le gouvernement n'avait peut-être pas pris la mesure qu'il ouvrait ainsi la boîte de Pandore. Il n'est bien sûr pas question de légitimer les violences, d'où qu'elles viennent - on en est tout de même à près de 800 blessés parmi les forces de l'ordre et 215 parmi les élèves dont plusieurs sévèrement : main arrachée, oeil en moins et mâchoire fracassée-, mais l'expression politique de ces jeunes à qui on offre une planète en surchauffe, des perspectives d'emploi en berne (merci l'IA), une retraite hyothétique et un avenir en miettes ne devrait pas nous effrayer, bien au contraire : de la confrontation (pacifique, j'insiste), naît parfois des solutions. Rappelons que Pandore, fermant en tout hâte la boîte qui a libéré la colère de Zeus a pu y enfermer une chose inexpugnable de toute humanité : l'espérance. Croyons en cette jeunesse, écoutons-là au lieu de cogner dessus et il en sortira, j'en suis certaine, quelque chose qui fortifiera la démocratie.

Le regard de Faro



NEWSLETTER

ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT
pour ne rien manquer de l'actualité économique et juridique régionale

www.journal-du-palais.fr



le Journal du Palais
DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

INSERTIONS JUDICIAIRES & LEGALES

Annonces légales

Le site www.journal-du-palais.fr du Journal du Palais est habilité par arrêtés préfectoraux à publier les annonces judiciaires et légales dans les départements de la Côte-d'Or et de l'Yonne.

Les annonces reprises dans ces pages sont publiées à titre informatif.
Seules les annonces présentes sur notre site www.journal-du-palais.fr ont une valeur juridique ainsi que les attestations délivrées par notre site.

Les tarifs et modalités de publication des annonces judiciaires et légales sont fixés par l'arrêté des Ministères de la Culture et de l'Économie en date du 14 décembre 2023 :

https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2023/12/14/MICE2332581A/jo/texte

Actulegales.fr L'intégralité des annonces légales parues dans la presse habilitée est consultable librement et gratuitement sur actulegales.fr

le Journal du Palais
DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

Confiez-nous vos annonces légales !



Envoyez vos annonces par mail à : annoncelegale.jdp@legalnet.org
Renseignements au 03 80 68 25 55

Avis d'attribution

SDIS de la Côte d'Or

Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Côte-d'Or

Avis d'attribution de marché simplifié

NOM ET ADRESSE OFFICIELS DE L'ORGANISME ACHETEUR : Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Côte-d'Or, 22D boulevard Winston Churchill, C.S. 16209 - 21062 DIJON CEDEX - Tél. : 03.80.11.26.00 - Mail : marchespublics@sdis21.fr

Adresse(s) Internet :

Adresse du profil d'acheteur : www.ternum-bfc.fr

OBJET DU MARCHÉ : Entretien des tenues de feux et d'effets des personnels et des sapeurs-pompiers de la Côte-d'Or - 2 lots.

L'intégralité de l'avis d'attribution est consultable dans le BOAMP et le JOUE et sur la plateformeterritoires numériques à l'adresse internet indiquée au début du présent avis.

AUTRES RENSEIGNEMENTS :

Numéro de référence attribué au marché par la personne publique : 2026E08.

DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS À LA PUBLICATION : 1er octobre 2026.

L2605053

le Journal du Palais
DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

Journal hebdomadaire régional

LE JOURNAL DU PALAIS
S.A.S. au capital de 235.000 € - R.C.S. 015 750 243 Dijon
Société du groupe Legalnet

Siège social : 2 B avenue de Marbotte - 21000 DIJON
Tél. : 03.80.68.25.55 - Site internet : www.journal-du-palais.fr
Bureaux ouverts du lundi au vendredi
de 8h45 à 12h15 et de 14h à 17h30

Principal associé : Générale de Participations

Représentant légal et directeur de la publication :
S.A.S. Compagnie Mobilière de Gestion de Participations, représentée par Michel GUYOMARD
Rédactrice en chef : Emmanuelle DE JESUS
Rédaction : Frédéric CHEVALIER

Parution le lundi - Prix du numéro : 2 €
Abonnement annuel : 120 €

Imprimé sur les rotatives de Rotimpres
Polignon Pla de L'Estany s/n - 1781 AIGUAVIVA-GIRONA (Espagne)
Dépôt légal à parution - ISSN 2742-6084 - N° CPPAP : 1128 I 83851

xxx

Service annonces légales : annoncelegale.jdp@legalnet.org
Rédaction : redaction.jdp@legalnet.org

le Journal du Palais
BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ

Administrations, Avocats, Chefs d'Entreprises,
Officiers Ministériels, Mairies, Tribunaux...

Nos services sont à votre disposition pour traiter au mieux vos publications.

Envoyez vos annonces d'insertions judiciaires et légales par mail :

annoncelegale.jdp@legalnet.org

Toutes les annonces légales de votre département sur journal-du-palais.fr

Côte-d'Or

VENTE CESSION ATTRIBUTION D'APPORTS

SAS EDEN / A C L'EDEN

Cession de fonds de commerce

Aux termes d'un acte authentique reçu le 01/10/2026 par Maitre Mathieu THAVAUD, Notaire à SEMUR EN AUXOIS (21140) - 26 rue Jean-Jacques Collenot, enregistré au SIE DIJON, le 05/10/2026, dossier : 2026 00039882, bordereau : 2104P01 2026 N 02477, SAS EDEN, SAS au capital de 2 000 €, ayant son siège social Route de Dijon 21150 LA ROCHE VANNEAU, immatriculée sous le n°889203717 au RCS de DIJON, a cédé à A C L'EDEN, SAS au capital de 5 000 €, ayant son siège social 2 Chemin rural - numéro 2 21150 LA ROCHE VANNEAU, immatriculé au RCS de DIJON sous le n°130 222 375, un fonds de commerce : Un fonds de commerce de débit de boissons et d' exploitation d'un bal monté, dancing, organisation et animation de tout événement tels que bal, soirée à thèmes, mariage, vente de nourriture sans préparation, exploité sis 9001 route départementale 905, 21150 LA ROCHE VANNEAU, moyennant le prix de 60 000 €, s'appliquant :

- Eléments incorporels pour TRENTE MILLE EUROS (30.000,00 €)Eléments corporels pour TRENTE MILLE EUROS (30.000,00 €)

La date d'entrée en jouissance est fixée au 01/10/2026.

Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales au siège de l'étude de Me THAVAUD Mathieu, notaire à SEMUR EN AUXOIS (21140) - 26 rue Jean-Jacques Collenot, où domicile a été élu à cet effet.

Me Mathieu THAVAUD.

L2605141

CONSTITUTION DE SOCIETE

LEGI Société d'avocats CONSEILS

LEGI CONSEILS BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

DO Capitalis

Société de participations financières de profession libérale par actions simplifiée de Vétérinaire
au capital de 1 000 euros
Siège social :
15 Bis boulevard Voltaire
21000 DIJON

Avis de constitution

ASSP du 21/09/2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme : Société de participations financières de profession libérale par actions simplifiée de Vétérinaire - Dénomination : DO Capitalis - Siège : 15 Bis boulevard Voltaire 21000 DIJON - Durée : 99 ans Capital : 1 000 € - Objet : Prise de participation dans des sociétés d'exercice libéral ayant pour objet l'exercice de la profession de vétérinaire, ainsi que toute activité indissolublement liée à la gestion desdites participations ; Participation à tout groupement de droit étranger ayant pour objet l'exercice de la profession de vétérinaire ; Toutes activités accessoires en relation directe avec son objet et destinées exclusivement aux sociétés ou aux groupements dont elle détient des participations. - Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. - Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre. Président : Mme Delphine OTHENIN Moulin d'Ahuy Haras de la Charme 21121 AHUY. Immatriculation RCS DIJON.

L2605083

L & H

Société civile immobilière
au capital de 1 000 euros
Siège social : 1 Rue des Cassis, 21121 AHUY

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société civile immobilière

Dénomination sociale : L & H

Siège social : 1 Rue des Cassis, 21121 AHUY

Objet social : L'acquisition, en état futur d'achèvement ou déjà construit, la propriété, la mise en valeur, l'administration, la gestion et l'exploitation par bail, location ou autrement d'un bien immobilier à usage d'habitation, ainsi que de tous biens et droits immobiliers ou mobiliers pouvant en constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément ;

La détention et la gestion, à titre civil, de participations dans toute société immobilière ;

Et, plus généralement, toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet, pourvu qu'elles ne portent pas atteinte au caractère civil de la société.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire

Gérance : Monsieur Julien DERVIER et Madame Angélique BRETON demeurant 1 rue des Cassis 21121 AHUY

Clauses relatives aux cessions de parts :

dispense d'agrément pour cessions à associés, conjoints d'associés, ascendants ou descendants du cédant

agrément obtenu à l'unanimité des associés

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de DIJON.

Pour avis : La gérance.

L2604730

HAN DRIVER

Par acte SSP en date du 01/10/2026 il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes : DÉNOMINATION SOCIALE : HAN DRIVER. CAPITAL : 100 €. SIÈGE SOCIAL : 1 avenue Albert Camus - 21000 DIJON. OBJET : Transport de personnes avec chauffeur. DURÉE : 99 ans. PRÉSIDENT : M. NAKIL NOREDINE, demeurant 1 avenue Albert Camus - 21000 DIJON. CLAUSE D'AGRÉMENT : La cession des actions de l'associé unique est libre. ADMISSIONS : Chaque action donne droit à une voix. La société sera immatriculée au R.C.S. de DIJON.

L2605087

CP2S

1, impasse des Phases
21120 TARSUL

Constitution

Aux termes d'un ASSP en date à TARSUL du 2/10/2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme : SCI. Dénomination : CP2S. Siège : 1 impasse des Phases, 21120 TARSUL. Objet : l'acquisition l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous immeubles bâtis ou non, meublés ou non meublés, ou de terrains dont elle pourrait devenir propriétaire ultérieurement, par voie d'acquisition, échange, apport ou autrement ; éventuellement ou exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles ou des terrains devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société ; l'obtention de toutes ouvertures de crédits, prêts ou facilités de caisse, avec ou sans garanties hypothécaires destinés au financement des acquisitions ou au paiement des coûts de construction, d'aménagement, de réfaction ou autres à faire dans les immeubles de la Société. Durée : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. Capital social : 1 000 euros, constitué uniquement d'apports en numéraire. Gérance : Monsieur Roméo LLORCA demeurant 1 impasse des Phases, 21120 TARSUL. Cessions de parts : agrément requis dans tous les cas. Immatriculation : RCS DIJON.

L2605091

LEGI Société d'avocats CONSEILS

LEGI CONSEILS BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

PB-Vet

Société de participations financières de profession libérale par actions simplifiée de Vétérinaire
au capital de 1 000 euros
Siège social :
15 Bis boulevard Voltaire
21000 DIJON

Avis de constitution

ASSP du 22/09/2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme : Société de participations financières de profession libérale par actions simplifiée de Vétérinaire - Dénomination : PB-Vet - Siège : 15 Bis boulevard Voltaire 21000 DIJON - Durée : 99 ans - Capital : 1 000 € - Objet : Prise de participation dans des sociétés d'exercice libéral ayant pour objet l'exercice de la profession de vétérinaire, ainsi que toute activité indissolublement liée à la gestion desdites participations ; Participation à tout groupement de droit étranger ayant pour objet l'exercice de la profession de vétérinaire ; Toutes activités accessoires en relation directe avec son objet et destinées exclusivement aux sociétés ou aux groupements dont elle détient des participations. - Exercice du droit de vote : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. - Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre. Président : M. Pascal BERTRAND 3 rue du Paquier 21270 ETEVAUX. Immatriculation RCS DIJON.

L2605085

LEGI Société d'avocats CONSEILS

LEGI CONSEILS BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

CHRYSPI

Avis de constitution

ASSP du 05/10/2026, il a été constitué une société : DENOMINATION SOCIALE : CHRYSPI. FORME : SCI. CAPITAL : 1.000 €. SIEGE : 8 avenue de Stalingrad - 21000 DIJON. OBJET : En tous lieux, l'acquisition, l'administration, la propriété, la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers, exceptionnellement et sous réserve que cela ne remette pas en cause le caractère civil de l'objet de la société, la vente des immeubles devenus non nécessaires à l'activité, l'octroi de toute garantie immobilière portant sur tout ou partie du patrimoine social, afin de garantir notamment tout prêt bancaire, y compris au profit d'autres propriétaires. Toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en favoriser la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil. DUREE : 99 ans. GERANCE : SARL MIROY INVESTISSEMENTS (532 553 567 R.C.S. DIJON), 8 avenue de Stalingrad - 21000 DIJON. CESSIONS DE PARTS : Les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec un agrément. Toutefois, seront dispensées d'agrément les cessions consenties à des associés ou au conjoint de l'un d'eux ou à des ascendants ou descendants du cédant. R.C.S. DIJON.

Pour avis.

L2605106

OSCARA ENERGIE

Société à responsabilité limitée
au capital de 2 224 225 euros
Siège social : 421 Rue de Véluze
21410 GISSEY SUR OUCHE

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à GISSEY SUR OUCHE du 30/09/2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée unipersonnelle

Dénomination sociale : OSCARA ENERGIE

Siège social : 421 Rue de Véluze, 21410 GISSEY SUR OUCHE,

Objet social :

La prise de participation, la détention et la gestion de titres, d'actions ou de parts sociales, dans toutes sociétés constituées ou à constituer sous quelque forme que ce soit et quelles que soient leurs activités ;

L'activité de société holding animatrice par la définition et la mise en œuvre de la politique générale du groupe, l'animation des sociétés qu'elle contrôle exclusivement ou conjointement ou sur lesquelles elle exerce une influence notable en participant activement à la définition de leurs objectifs et de leur politique économique ;

La participation active à la définition et à la conduite de la politique du groupe, le contrôle des filiales et la gestion de la politique stratégique des filiales ;

La prestation de tous services se rapportant aux activités ci-dessus notamment de services de management, administratifs, juridiques, comptables, commerciaux, financiers, informatiques, techniques, de ressources humaines, de formation, d'études au profit des sociétés du groupe ;

L'exercice de mandats sociaux au sein des filiales ;

L'acquisition, la détention, la gestion et la cession de tous titres de participation, de placements financiers et d'investissements ;

L'activité de marchands de biens, incluant l'achat, la vente, l'échange, la gestion et la location de biens immobiliers (nue ou meublée), la location saisonnière, ainsi que toutes opérations liées à la mise en location de biens immobiliers ;

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités. Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 2 224 225 euros

Gérance : Monsieur Arnaud DORIDOT, demeurant 421 Rue de Véluze, 21410 GISSEY SUR OUCHE, assure la gérance.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de DIJON.

Pour avis : La gérance.

L2605014

AM CAPITAL

Avis est donné de la constitution au R.C.S. DIJON de la société AM CAPITAL, SAS au capital de 10.000 €. DURÉE : 99 ans. SIÈGE : 18 rue de la Meuse - 21121 FONTAINE LES DIJON. OBJET : L'acquisition, sous quelque forme que ce soit, la propriété, la vente, l'administration, la gestion de participations et de toutes actions, parts sociales, droits sociaux ou valeurs mobilières, produits financiers, portefeuilles de titres, de tous biens immobiliers ou mobiliers, de tous droits ou valeurs y relatifs ; La réalisation de toutes prestations ou services administratifs, de direction, financiers, techniques, commerciaux ou autres ; La gestion de tous services communs de sociétés ; La détention, la gestion de titres et de toutes valeurs mobilières ; L'octroi de toute garantie immobilière portant sur tout ou partie du patrimoine social, afin de garantir notamment tout prêt bancaire, y compris au profit d'autres propriétaires. EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions. AGRÉMENT : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés. La présidente est Madame Malika SALEM, et le directeur général est Monsieur Ahmed SALEM, demeurant tous deux 18 rue de la Meuse - 21121 FONTAINE LES DIJON.

Pour avis : La présidente.

L2605101

SYSTHEMIS CONSEIL Tax & Legal

SYSTHEMIS CONSEIL AVOCATS
9 Bd de Sévigné - 21000 DIJON
83 rue de Paris - 89000 AUXERRE

BERG BATIMENT

Avis est donné de la constitution, par acte SSP du 29/09/26 et du 05/10/26, d'une société présentant les caractéristiques suivantes :

DENOMINATION : BERG BATIMENT.

FORME : Société à responsabilité limitée.

SIEGE SOCIAL : 4 place de la Halle - 21200 BEAUNE.

OBJET : Tous travaux de maçonnerie générale et de gros œuvre de bâtiment ; De terrassement ; De charpente traditionnelle ; De couverture ; De plâtrerie ; De peinture ; Et de revêtement de sols.

DUREE : 99 années.

CAPITAL : 1.000 €.

GERANCE : Flavien BERG, né le 30/12/2002 à BEAUNE (21200), demeurant 6 rue du Rantin - 21190 CORCELLES LES ARTS et Kévin COUPEZ, né le 28/03)1988 à BEAUNE (21), demeurant 2 rue de la Cardine - 21200 BLIGNY LÈS BEAUNE.

IMMATRICULATION : R.C.S. de DIJON.

Pour avis : La gérance.

L2605105

MANTRA

Aux termes d'un ASSP en date du 05/10/2026, il a été constitué une SAS ayant les caractéristiques suivantes : Dénomination sociale : MANTRA Objet social : Exploitation de restaurants traditionnels, préparation et vente de repas à consommer sur place, à emporter ou à livrer ; exploitation de bars et débits de boissons à consommer sur place, avec service de boissons non alcoolisées et alcoolisées, notamment celles couvertes par une licence IV, avec ou sans repas, dans les limites des licences et autorisations détenues par la société. Siège social : 37 Rue Berbisey, 21000 DIJON Capital : 1 000 € Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de DIJON Président : M. SPENCER CRUZ NC 96 Boulevard Mansart 21000 DIJON Directeur général : M. THOMAS Robin 96 Boulevard Mansart 21000 DIJON Admission aux assemblées et droits de votes : Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives. Chaque action donne droit à une voix. Clause d'agrément : Les cessions entre associés sont libres. Les autres cessions, à titre gratuit ou onéreux, y compris au conjoint, à un ascendant ou à un descendant, sont soumises à l'agrément préalable des associés. Les transmissions par décès sont libres.

Le Président

L2605117

SAS IMMOBILIERE IRF.

Société par actions simplifiée
au capital de 10.000 €uros
Siège social :
9 rue du Temple - 21000 DIJON

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à DIJON du 01/10/2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société par actions simplifiée.

DÉNOMINATION : SAS IMMOBILIERE IRF.

SIÈGE : 9 rue du Temple - 21000 DIJON.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

CAPITAL : 10.000 €.

OBJET : L'acquisition, la construction, la propriété, la gestion, l'exploitation de tous biens meubles ou immeubles et droits immobiliers ou mobiliers.

EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

AGRÉMENT : Les cessions d'actions, à l'exception des cessions aux associés, sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.

PRÉSIDENT : Monsieur Frédéric POUHIN, demeurant 4 rue Philibert de la Mare - 21000 DIJON.

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Monsieur Raymond GAUYACQ, demeurant 9 rue de Bellevue - 21121 DAIX.

La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de DIJON.

Pour avis : Le président.

L2605049

Notaires

Maître Maéva FERRARA
Notaire
5 A rue du Puits de Têt
21160 MARSANNAY LA COTE

SCI FAMILLE SIROT VIAL

Avis de constitution

Suivant acte reçu par Maître Maéva FERRARA, Notaire, titulaire d'un Office notarial à MARSANNAY LA COTE (Côte -d'Or), 75 rue de Mazy , le 28 septembre 2026, a été constituée une société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :

La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.

La dénomination sociale est : SCI FAMILLE SIROT VIAL.

Le siège social est fixé à : NEUILLY CRIMOLOIS (21800), 4 rue des Genêts.

La société est constituée pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf (99) années

Le capital social est fixé à la somme de : MILLE CINQ CENTS EUROS (1 500,00 EUR).

Toutes les cessions de parts, quelle que soit la qualité du ou des cessionnaires, sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

Le gérant de la société est : Madame Diana SIROT, demeurant à NEUILLY CIRMOLOIS (21800), 4 rue des Genêts.

La société sera immatriculée au registre national des entreprises et au registre du commerce et des sociétés de DIJON.

Pour avis : Le Notaire.

L2605094

SCI COROL

Avis de constitution

Il a été constitué une société suivant acte authentique reçu par Maître Eloïse RENAUX, Notaire à NUITS SAINT GEORGES, le 1er octobre 2026 :

DÉNOMINATION : SCI COROL.

FORME : Société civile immobilière.

SIÈGE SOCIAL : BEAUNE (21200), 15 Ter rue du Faubourg Perpreuil.

OBJET : La société a pour objet : L'acquisition, la gestion et, plus généralement, l'exploitation, par bail, location ou autrement, de tous biens ou droits immobiliers, y compris la mise à disposition à titre gratuit desdits biens et droits au profit de ses associés ; Exceptionnellement la vente des immeubles sociaux appartenant à la société ; La prise de participation dans toutes sociétés immobilières ; L'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts ou facilités de caisse, de quelque nature qu'ils soient, avec ou sans garanties hypothécaires, destinés au financement des acquisitions ou au paiement des coûts de travaux, d'aménagement, de réfection ou autres, à faire dans les immeubles de la société ; Eventuellement, le cautionnement au profit de ses associés. Et généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en favoriser le développement, pourvu qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 années.

CAPITAL SOCIAL FIXE : 2.000,00 €, représentant en totalité des apports en numéraire.

CESSIONS DE PARTS : Les parts sont librement cessibles entre associés et au profit de l'ascendant ou du descendant d'un associé, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable à l'unanimité des associés.

LES GÉRANTS DE LA SOCIÉTÉ SONT : Monsieur Olivier FORASACCO et Madame Corinne SAVOIE, demeurant ensemble à COMBERTAULT (21200), 28 route de Sainte Marie la Blanche.

La société sera immatriculée au R.C.S. de DIJON.

Pour avis : Le Notaire.

L2605102

Toutes les annonces légales de votre département sur journal-du-palais.fr

Côte-d'Or

FLAUREEN

Il a été constitué une société par acte authentique reçu par Maître François SAVIOLI, en date du 6 octobre 2026, à DIJON.

DÉNOMINATION : FLAUREEN.

FORME : Société civile immobilière.

SIÈGE SOCIAL : 2 chemin du Tertre - 21490 CLENAY.

OBJET : Acquisition de tous immeubles, propriété, aménagement, construction, mise en valeur, administration, exploitation par bail ou autrement de tous immeubles ou terrains, l'aliénation occasionnelle des biens dans le cadre de la gestion patrimoniale et civile de l'objet sociale. La détention de biens mobiliers et immobiliers, la transmission du patrimoine familial, l'organisation dudit patrimoine, l'obtention de toutes ouvertures de crédit, prêts etc avec ou sans garanties hypothécaires, L'aliénation exceptionnellement des immeubles au moyen de vente, échange, ou apport , la mise à disposition des biens détenus, la prise de participation dans toutes société immobilière, Et plus généralement toutes opérations financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptibles d'en faciliter la réalisation, à condition toutefois d'en respecter le caractère civil.

DURÉE DE LA SOCIÉTÉ : 99 année(s).

CAPITAL SOCIAL FIXE : 1.000 €.

MONTANT DES APPORTS EN NUMÉRAIRE : 1.000 €.

CESSION DE PARTS ET AGRÉMENT :

CESSION DE PARTS SOCIALES NON INTEGRALEMENT LIBEREES

Si les parts sociales dont la cession est envisagée ne sont pas intégralement libérées, le souscripteur et les cessionnaires successifs sont tenus solidairement du montant non libéré des parts sociales.

La charge définitive de la dette de libération est à supporter par le souscripteur.

ARTICLE 14-2 - AGREMENT DES CESSIONS

Les parts sociales sont librement cessibles ou transmissibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, à un cessionnaire n'ayant déjà la qualité d'associé et quel que soit son degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de l'unanimité des ASSOCIES.

ARTICLE 14-3 - PROCEDURE D'AGREMENT ET CESSION

Les dispositions qui suivent, concernant la procédure d'agrément, sont applicables à toutes opérations notamment toutes cessions, échanges, apports en société d'éléments isolés, attributions en suite de liquidation d'une communauté de biens du vivant des époux ou ex-époux, donations, apports par voie de fusion, scission ou assimilés, ayant pour but ou pour conséquence le transfert d'un droit quelconque de propriété sur une ou plusieurs parts sociales entre toutes personnes physiques ou morales à l'exception de celles qui seraient visées au paragraphe précédent.

GÉRANT : Madame Florence BELIN, demeurant 2 chemin du Tertre - 21490 CLENAY

La société sera immatriculée au R.C.S. DIJON.

Pour avis.

L2605167

KARVIZIO

Aux termes d'un ASSP en date du 06/10/2026, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : KARVIZIO

Objet social : création, développement, exploitation et commercialisation de plateformes numériques, sites internet, applications et services digitaux, notamment dans le secteur automobile ; mise en relation de professionnels de l'automobile avec des particuliers ; diffusion et mise en valeur d'annonces automobiles ; commercialisation d'abonnements, d'espaces publicitaires et de solutions de visibilité ; prestations de communication, publicité et marketing digital ; création de contenus numériques ; animation de réseaux sociaux ; organisation d'opérations promotionnelles et commerciales ; conseil et accompagnement des entreprises ; services numériques complémentaires liés notamment au financement, à l'assurance, à la reprise, à l'entretien et aux services automobiles ; conclusion de partenariats commerciaux, publicitaires, technologiques et marketing.

Siège social : 11 Rue de Bressey, 21560 ARC SUR TILLE

Capital : 1 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de DIJON

Président : M. THIERRY Nicolas 11 rue de Bressey 21560 ARC SUR TILLE

Admission aux assemblées et droits de votes : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives. Chaque action donne droit à une voix.

Clause d'agrément : Tant que la société demeure unipersonnelle, les actions sont librement transmissibles par l'associé unique.

Nicolas THIERRY

L2605146

Notaires

SCP François PENY, François GUILLERMET, Stéphanie CHAPUIS et Luc DASNOY
Notaires associés
2 rue Bossack - 21000 DIJON

CDG

Société civile immobilière
Au capital de 1.500€
AUXONNE (21130) 7 rue Carnot
RCS de DIJON

Constitution de société

Suivant acte reçu par Maître François PENY, notaire à DIJON, le 6 octobre 2026, il a été constitué la société civile immobilière dénommée «CDG» ayant les caractéristiques suivantes :

SIÈGE SOCIAL : AUXONNE (21130) 7 rue Carnot

CAPITAL SOCIAL : 1.500,00 €.

OBJET SOCIAL : La propriété et la gestion, de tous immeubles ou droits mobiliers et la prise de participation dans toute société immobilière.

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de DIJON.

CESSIONS DE PARTS : libre entre associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément des associés.

CO-GERANCE : Monsieur Christian GINHOUX demeurant à AUXONNE (21130) 7 rue Carnot et Monsieur Dany GINHOUX demeurant à JOINVILLE LE PONT (94340), 49 rue de Paris.

Pour avis : Me PENY.

L2605127

LEGI Société d'avocats CONSEILS

LEGI CONSEILS BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

CHEZ LA MAMIE

Avis de constitution

ASSP 01/10/2026, il a été constitué une société : DENOMINATION SOCIALE : CHEZ LA MAMIE. FORME : SCI. CAPITAL : 380.400 €. SIEGE : 13 route départementale 974 - 21700 PREMEAUX PRISSEY. OBJET : En tous lieux, l'acquisition, l'administration, la propriété, la gestion par location ou autrement de tous immeubles et biens immobiliers ; Exceptionnellement et sous réserve que cela ne remette pas en cause le caractère civil de l'objet de la société, la vente des immeubles devenus non nécessaires à l'activité ; L'octroi de toute garantie immobilière portant sur tout ou partie du patrimoine social, afin de garantir notamment tout prêt bancaire, y compris au profit d'autres propriétaires. DUREE : 99 ans. GERANCE : Pierre -Etienne RION, 29 rue du Moulin de Prissey - 21700 PREMEAUX PRISSEY et Valentine DOUSSOT, 91 rue Aristide Briand - 94430 CHENNEVIERES SUR MARNE. CESSIONS DE PARTS : Toute cession de parts, même entre associés, est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant dans les conditions d'une décision collective extraordinaire. R.C.S. DIJON.

Pour avis.

L2605048

RÉDACTION

CHEVALIER Frédéric

DEJESUS Emmanuelle

03.80.68.23.67

redaction.jdp@legalnet.org

Domaine THOGA

Société à responsabilité limitée
au capital de 871 600 euros
Siège social : 21 Rue des Carrières
21700 CORGOLOIN

Aux termes d'un acte sous signature privée en date à CORGOLOIN du 30/09/2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme sociale : Société à responsabilité limitée unipersonnelle

Dénomination sociale : Domaine THOGA

Siège social : 21 Rue des Carrières, 21700 CORGOLOIN

Objet social : La prise de participation, la détention et la gestion de titres, d'actions ou de parts sociales, dans toutes sociétés constituées ou à constituer sous quelque forme que ce soit et quelles que soient leurs activités ;

L'activité de société holding animatrice par la définition et la mise en œuvre de la politique générale du groupe, l'animation des sociétés qu'elle contrôle exclusivement ou conjointement ou sur lesquelles elle exerce une influence notable en participant activement à la définition de leurs objectifs et de leur politique économique ;

La participation active à la définition et à la conduite de la politique du groupe, le contrôle des filiales et la gestion de la politique stratégique des filiales ;

La prestation de tous services se rapportant aux activités ci-dessus notamment de services de management, administratifs, juridiques, comptables, commerciaux, financiers, informatiques, techniques, de ressources humaines, de formation, d'études au profit des sociétés du groupe ;

L'exercice de mandats sociaux au sein des filiales ;

L'acquisition, la détention, la gestion et la cession de tous titres de participation, de placements financiers et d'investissements ;

L'activité de marchands de biens, incluant l'achat, la vente, l'échange, la gestion et la location de biens immobiliers (nue ou meublée), la location saisonnière, ainsi que toutes opérations liées à la mise en location de biens immobiliers ;

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés

Capital social : 871 600 euros

Gérance : Monsieur Thomas GAUDILLERE, demeurant 21 Rue des Carrières, 21700 CORGOLOIN, assure la gérance.

Immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés de DIJON.

Pour avis : La gérance.

L2605025

MODIFICATION DE STATUTS

ELYPS'6 16 bd Winston Churchill 21 000 Dijon Tél. 03 80 43 04 37

FRANCE NETTOYAGE 21

Société à responsabilité limitée
au capital de 3.000 €uros
Siège social :
3 rue Jean de Martigny
21850 ST APOLLINAIRE
104 304 589 R.C.S. Dijon

Aux termes d'une délibération en date du 1/09/2026, l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée FRANCE NETTOYAGE 21 a décidé de transférer le siège social du 3 rue Jean de Martigny - 21850 ST APOLLINAIRE au 2B avenue Général Canzio - 21240 TALANT à compter du 01/09/2026, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis : La gérance.

L2604834

LEGI Société d'avocats CONSEILS

LEGI CONSEILS BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

ALTHE INVEST

SC au capital de 472 000 €
Siège social : 23 Le Meix
21200 BOUZE LES BEAUNE
RCS de DIJON n°978 359 925

Transfert de siège

L'AGE du 22/09/2026 a décidé le transfert du siège social au 14 Place Madeleine, 21200 BEAUNE à compter du 22/09/2026.

Mention : RCS de DIJON

L2605038

LEGI Société d'avocats CONSEILS

LEGI CONSEILS BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

GUYTHE

SC au capital de 472 000 €
Siège social : 23 Le Meix
21200 BOUZE LES BEAUNE
RCS de DIJON n°978 380 681

Transfert de siège

L'AGE du 22/09/2026 a décidé le transfert du siège social au 14 Place Madeleine, 21200 BEAUNE à compter du 22/09/2026.

Mention : RCS de DIJON

L2605039

LEGI Société d'avocats CONSEILS

LEGI CONSEILS BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

ARTHE INVEST

SC au capital de 472 000 €
Siège social : 23 Le Meix
21200 BOUZE LES BEAUNE
RCS de DIJON n°978 369 643

Transfert de siège

L'AGE du 22/09/2026 a décidé le transfert du siège social au 14 Place Madeleine, 21200 BEAUNE à compter du 22/09/2026.

Mention : RCS de DIJON

L2605040

EDITIONS CLOUET

SAS au capital de 251 000 €
Siège social : Rue du Chemin Noir
21120 IS SUR TILLE
RCS de DIJON n°339 753 527

Avis de modification

L'AGE du 20/08/2026 a décidé à compter du 20/08/2026 de nommer en qualité de président HOLD PEX, SARL au capital de 10 000 €, ayant son siège social 5 ALLEE MAURICE QUIGNARD 21490 RUFFEY LES ECHIREY, immatriculée sous le n°851987537 au RCS de DIJON en remplacement de TEC HOLDING, SAS au capital de 52 500 € euros, président, pour cause de démission .

Modification au RCS de DIJON.

L2605110

Notaires

Etude de Maître Marie-Christine AUDIFFRED
Notaires associés
à MIREBEAU SUR BEZE
(Côte-d'Or), 5 rue du Bocanon

SCI TORREVIEJA

au capital de 2.000 €uros
Siège social :
10 rue de Molière
21120 IS SUR TILLE
788 909 042 R.C.S. Dijon

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 28 septembre 2026, il a été pris acte :

- Du retrait de Monsieur Laurent CAMPIONI de ses qualités de gérant et associé ;
- De la démission de sa qualité de gérant de Monsieur Laurent CAMPIONI à compter du 28 septembre 2026.

Le dépôt sera effectué auprès du greffe du tribunal de commerce de DIJON.

Pour avis : La gérance.

L2605043

SYSTHEMIS CONSEIL Tax & Legal

SYSTHEMIS CONSEIL AVOCATS
9 Bd de Sévigné - 21000 DIJON
83 rue de Paris - 89000 AUXERRE

SUNTEC INDUSTRIES FRANCE

Société par actions simplifiée
unipersonnelle
au capital de 2.650.048 €uros
Siège social :
Zone Industrielle Dijon Sud
21600 LONGVIC
R.C.S. Dijon 330 508 268

Le 01/10/26 l'associée unique de la société SUNTEC INDUSTRIES FRANCE a décidé à compter du même jour de nommer sans limitation de durée en qualité de DG, M. Simon Massot, demeurant 10 rue Cazotte à DIJON (21).

Pour avis : La présidence.

L2605045

GROUPE etc

SARL ETC
5 allée des Corvées - B.P. 30048
21240 TALANT

AUTO-ECOLE JOEL

Société à responsabilité limitée
au capital de 1.000 €uros
Siège social :
42 bis rue de la Liberté
21140 SEMUR EN AUXOIS
R.C.S. Dijon 853 895 209

Aux termes du procès-verbal de l'AGE du 29/09/2026, la collectivité des associés a pris acte de la fin du mandat de cogérant de Madame Marie-Antoinette ROUX suite à son décès intervenu le 12/12/2025. Madame Marie-Antoinette ROUX n'est pas remplacée, Monsieur Edouard GUENEAU cogérant, est désormais seul gérant.

Mention sera faite au R.C.S. de DIJON.

Pour avis.

L2605050

CIRCLE SQUARE CREATION

EURL au capital de 1.000 €uros
Siège social :
7 rue Docteur Stein, boîte n° 14
21000 DIJON
942 173 337 R.C.S. Dijon

Par décision de l'associé unique du 01/10/2026, il a été décidé du transfert du siège social à l'adresse 12 rue de Skopje, boîte n° 14 - 21000 DIJON , à effet du 01/10/2026.

Modification au R.C.S. de DIJON.

L2605086

ORA LABORA VINO SAS

SASU au capital de 1.000 €
Siège social :
37 rue Elsa Triolet Parc Valmy
21000 DIJON
RCS DIJON 942 162 207

Nomination dirigeant et CAC

Le 31/08/2026, l'associé unique a :

- nommé en qualité de directeur général délégué, la société HERITAGE VINEYARDS PTE. LTD., société de droit étranger, 190 Middle Road, 17-05 Fortune Centre, 188979 SINGAPOUR, immatriculée sous le n° 202005644M SINGAPOUR et représentée par Monsieur Deepak RAO.
- nommé en qualité de commissaire aux comptes, la société KPMG SA, Tour Eqho 2 avenue Gambetta, 92066 Paris La Défense Cedex, RCS Nanterre 775 726 417.

Mentions au RCS de Dijon.

L2605057

SYSTHEMIS CONSEIL Tax & Legal

SYSTHEMIS CONSEIL AVOCATS
9 Bd de Sévigné - 21000 DIJON
83 rue de Paris - 89000 AUXERRE

PIANTTI-MILESI

Société par action simplifiée
au capital de 107.800 €uros
Siège social : 4 rue de la Tannerie
21290 RECEY SUR OURCE
R.C.S. Dijon 837 020 023

Avis de modification

Par PV du 1/10/26, il a été décidé de nommer, à compter du 1/10/26 et pour une durée indéterminée : En qualité de présidente, la société CRUCHAUDET CONSULTING AND FINANCES, SARL au capital de 100.946 €, dont le siège social est 10 route de Saulon - 21220 GEVREY CHAMBERTIN, immatriculée sous le numéro 812 337 061 R.C.S. DIJON, en remplacement de Monsieur Bertrand PIANETTI, démissionnaire ; En qualité de directeur général, la société L'ART DU TRAIT, SAS au capital de 5.000 €, dont le siège social est 12 rue Pelletier de Chambure - 21000 DIJON, immatriculée sous le numéro 109 742 676 R.C.S. DIJON.

Mention sera faite au R.C.S. de DIJON.

Pour avis : La présidente.

L2605046

FIDAL AVOCATS

Marbotte Plaza
2 B avenue Marbotte - 21000 DIJON

S.A.C.O.L

Société anonyme coopérative
à capital et personnel variables
Siège social :
12 rue Nicolas de Condorcet
21800 CHEVIGNY SAINT SAUVEUR
R.C.S. Dijon 788 412 161

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire réunie le 18 mai 2026, il a été décidé de nommer en qualité de nouvel administrateur :

- Madame Stéphanie POMMIER, née 27 septembre 1977 à AVIGNON (84) faisant élection de domicile à NOYERS (45260), 127 route de Montargis pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2032 et qui statuera sur les comptes de l'exercice écoulé.

Aux termes du procès-verbal de délibération du conseil d'administration du 24 septembre 2026, il a été pris acte de la démission effective de Monsieur Laurent VAN HECKE de ses fonctions d'Administrateur, avec effet rétroactif au 17 juin 2026, et il a été décidé de ne pas procéder à son remplacement.

Pour avis.

L2605150

Toutes les annonces légales de votre département sur journal-du-palais.fr

Côte-d'Or

SARL ETC
5 allée des Corvées - B.P. 30048
21240 TALANT

FORÊTS & DÉRIVÉS
Société à responsabilité limitée
au capital de 100.000 €uros
Siège social : 107 rue du Lac
21140 PONT ET MASSENE
R.C.S. Dijon 981 111 628

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 31/08/2026 le capital a été augmenté de 95.000 €, pour être porté à 100.000 €, par incorporation de réserves. Les statuts ont été modifiés en conséquence.
ANCIENNE MENTION : 5.000 €.
NOUVELLE MENTION : 100.000 €.
Mention sera faite au R.C.S. de DIJON.
Pour avis.
L2605088

SARL ETC
5 allée des Corvées - B.P. 30048
21240 TALANT

DIJON FROID SERVICES
Société à responsabilité limitée
au capital de 2.000 €uros
Siège social :
1B rue de la Maison Commune
21370 PASQUES
R.C.S. Dijon 948 681 937

Par décision du 23/07/2026, l'associé unique a décidé d'une augmentation du capital social de 78.000 € par incorporation de réserves, ce qui entraîne la publication des mentions suivantes :
ANCIENNE MENTION : CAPITAL SOCIAL : 2.000 €.
NOUVELLE MENTION : CAPITAL SOCIAL : 80.000 €.
Mention sera faite au R.C.S. de DIJON.
Pour avis : La gérance.
L2604368

ACME BURGUNDY CORPORATION
Société par actions simplifiée
au capital de 3.000 €uros
Siège social :
Parc Valmy, 37 rue Elsa Triolet
21000 DIJON
102 823 804 R.C.S. Dijon

Par décisions unanimes du 2 octobre 2026, les associés ont :
- Pris acte de la démission de Monsieur David RIMER de son mandat de président de la société ;
- Nommé en qualité de président, la société Snooze Button Productions SA, société anonyme (de droit suisse) au capital de 100.000 CHF, siège social : Avenue Jacques-Martin 9 - 1224 Chêne-Bougeries (Suisse), immatriculée au registre du commerce de Genève sous le numéro CHE-408.892.273, dont le représentant permanent est Monsieur David RIMER, demeurant Avenue Jacques-Martin 9 - 1224 Chêne -Bougeries (Suisse) ;
- Nommé en qualité de directeur général, la société Chaparral SA, Société anonyme (de droit suisse) au capital de 100.000 CHF, siège social : Chemin des Princes 13 B - c/o Monsieur Neil RIMER 1222 Vésenaz (Suisse), immatriculée au registre du commerce de Genève sous le numéro CHE-240.954.444, dont le représentant permanent est Monsieur Neil RIMER demeurant Chemin des Princes 13 B - 1222 Vésenaz (Suisse) ;
- Nommé en qualité de directeur général, Monsieur Jan HAMMER demeurant 71 Cambridge Street Londres SW1V 4PS (Royaume-Uni).
Pour avis.
L2605097

LEGI CONSEILS BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

JEAN-PIERRE GUYON
Société à responsabilité limitée
au capital de 5.000 €uros
Siège social :
36 B Route Nationale
21700 VOSNE ROMANEE
917 474 447 R.C.S. Dijon

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 21 août 2026, l'associé unique a agréé, conformément à l'article 9 des statuts, la société FINANCIERE B.G.F en qualité de nouvel associé.
L2605119

ACKOR
SAS au capital de 20 000 €
Siège social : 11, rue de la Croix Belin
21140 SEMUR-EN-AUXOIS
RCS DIJON 851 667 238

Fin de mandat du commissaire aux comptes

L'Assemblée générale du 30/06/2026 a pris acte que le mandat de la société BERGER ACCOUNTING INTERNATIONAL BACIS, commissaire aux comptes de la Société est arrivé à expiration et a décidé de ne pas renouveler son mandat.
Mention au RCS de Dijon
L2605132

LEGI CONSEILS BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

MZ PEINTURE ET TRADITION
SARL au capital de 91 800 €
Siège social : 38 rue d'Aval
21110 BESSEY LES CITEAUX
RCS de DIJON n°504 823 121

Avis de modification

En date du 28/09/2026, l'associé unique a décidé à compter du 28/09/2026 de rendre effective la démission de M. MARINE Jean-Pierre aux fonctions de co-gérant.
Modification au RCS de DIJON.
L2605168

MUNIER

L'AGE du 01/10/2026 de la société MUNIER (SAS, capital 100 000€, siège 11 rue Champeau 21850 ST APOLLINAIRE, RCS DIJON 015752868) a décidé 1) de transférer, avec effet au 05/10/2026, le siège au 10 allée des Nouratons 21490 RUFFEY LES ECHIREY. 2) d'ajuster, avec effet au 05/10/2026, le libellé de l'objet social au profit de «entreprise de chauffage central, installation de systèmes de climatisation, de traitement de l'air, de désenfumage et fumisterie ; réalisation de travaux de plomberie, installations sanitaires, systèmes d'évacuation et traitement des eaux, de réseaux d'air comprimé, zinguerie, tôlerie ; vente de tous accessoires liés, produits d'entretien et quincaillerie». 3) de proroger de 99 ans la durée de la société, soit jusqu'au 17/02/2126, et a donc modifié les art 2, 4, 5 des statuts.
Pour avis.
L2605178

LEGI CONSEILS BOURGOGNE
Cabinet d'Avocats
21 avenue Albert Camus
21000 DIJON

SAUJAC SAS
Société par actions simplifiée
au capital de 567.000 €uros
Siège social :
Avenue de la Sablière
ZI Les Maladières - 21200 BEAUNE
378 518 146 R.C.S. Dijon

AGOA du 30 juin 2026 : Non-renouvellement du mandat de la société EXCO-SOCODEC, commissaire aux comptes titulaire.
Pour avis : La présidente.
L2605180

LA 34S
Société à responsabilité limitée
au capital de 4.000 €uros
Siège social :
Ecluse 34S du Banet
Chemin de Champagne
21410 GISSEY SUR OUCHE
884 718 115 R.C.S. Dijon

Aux termes d'une décision en date du 21/07/2026, l'associé unique, du fait du décès de Madame Doris MOSIMANN, a constaté sa démission de ses fonctions de cogérante et a décidé de ne pas procéder à son remplacement. Monsieur Urs GYSIN, associé unique demeure seul gérant.
Pour avis : La gérance.
L2605181

TACHIN
SASU au capital de 640.000 €
Siège social :
1 rue de Huchey, 21110 GENLIS
RCS Dijon 521 720 359

Changement de président

Selon décisions du 30/09/2026, l'associé unique a pris acte de la démission de la SARL HOLDING TACHIN de ses fonctions de Président et a nommé en remplacement, en qualité de nouveau président de la Société, la SAS FINANCIERE SOUILLOT, 1 rue de Huchey, 21110 Genlis, RCS Dijon 130 375 405.
L2605092

POURSUITE D'ACTIVITE

FIDAL AVOCATS
Marbotte Plaza
2 B avenue Marbotte - 21000 DIJON

SAINT MENET SASU
SAS au capital de 1.300.000 €uros
Siège social :
12 rue Nicolas de Condorcet
21800 CHEVIGNY SAINT SAUVEUR
R.C.S. Dijon 432 061 133

Aux termes du procès-verbal des décisions de l'associé unique du 7 septembre 2026, l'associé unique statuant dans le cadre des dispositions de l'article L 223-42 du Code de commerce, a décidé de ne pas dissoudre la société.
Pour avis.
L2605096

LCCA 21
Société de participations
financières de professions libérales
de pharmaciens d'Officine
par actions simplifiée
au capital de 1.000 €uros
Siège social :
18 rue du Paradis
21121 AHUY
924 842 784 R.C.S. Dijon

Aux termes d'une décision en date du 31 août 2026, l'associée unique, statuant en application de l'article L. 225-248 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.
Pour avis : Le président.
L2604507

SJFC
SOCIETE JURIDIQUE ET FISCALE DE CHAMPAGNE
3 rue Jean Mermoz
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

SLOMBAA
Société à responsabilité limitée
au capital de 7.622,45 €uros
Siège social : Rue de Vignery
21160 PERRIGNY LES DIJON
381 247 014 R.C.S. Dijon

Avis de non-dissolution

Aux termes d'une assemblée générale mixte en date du 30 septembre 2026, les associés, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, ont décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la société.
Pour avis : La gérance.
L2605099

DISSOLUTION DE SOCIETE

ODAS NOTAIRES
37 Rue Louis de Broglie
BP 37 371- 21073 DIJON CEDEX

« NAXOS »
Société civile
au capital de 1.000 €uros
Siège social :
66 route de Beaune
21170 SAINT USAGE
SIREN 798 438 479 R.C.S. Dijon

Avis est donné qu'en date du 29/09/2026, l'assemblée générale extraordinaire a :
- Décidé la dissolution anticipée de la société à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel, en conformité des dispositions statutaires ;
- Nommé comme liquidateur M. Jean -Jacques GIORGIS, dmt à BRAZEY EN PLAINE (21470), 6 rue du Gué Pernot, avec les pouvoirs les plus étendus.
Le siège de la liquidation est fixé à BRAZEY EN PLAINE (21470), 6 rue du Gué Pernot, adresse où la correspondance, les actes et documents concernant la liquidation devront être adressés et notifiés.
Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de DIJON.
Le liquidateur.
L2605163

SP CONCIERGERIE
SARL au capital de 5 000 €
Siège social : 9 rue Michel Servet
21000 DIJON
RCS de DIJON n°980 720 510

avis de dissolution

En date du 31/07/2026, l'associé unique a approuvé la dissolution Anticipée de la société à compter du 31/07/2026. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur Mme SAINT-PAUL Elisa, demeurant 57A Rue d'Auxonne 21000 DIJON et a fixé le siège de la liquidation au siège social de la société.
C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.
Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de DIJON.
L2604462

ELYPS'6
16 bd Winston Churchill
21 000 Dijon
Tél. 03 80 43 04 37

EURL SCHMITT
Société à responsabilité limitée
en liquidation
au capital de 17.000 €uros
Siège social et siège de liquidation :
4 rue de la Vignotte - 21490 ST JULIEN
527 616 965 R.C.S. Dijon

Aux termes d'une décision en date du 31/08/2026, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31/08/2026 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.
Monsieur Christopher SCHMITT, demeurant 4 rue de la Vignotte - 21490 ST JULIEN, Associé Unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.
Le siège de la liquidation est fixé 4 rue de la Vignotte - 21490 ST JULIEN. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.
Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de DIJON, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.
Pour avis : Le liquidateur.
L2604773

ODAS NOTAIRES
37 Rue Louis de Broglie
BP 37 371- 21073 DIJON CEDEX

MONSIEUR +
SAS à associé unique
au capital de 1.000,00 €uros
Siège social :
37 rue de Beauregard - 21000 DIJON
SIREN 842 964 843 R.C.S. Dijon

Avis est donné qu'en date du 29/09/2026, l'associé unique a : Décidé la dissolution anticipée de la société à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable ; Nommé comme liquidateur M. Hubert MOUSSERON, dmt à DIJON (21000), 37 rue de Beauregard, avec les pouvoirs les plus étendus.
Le siège de la liquidation est fixé au siège social, adresse où la correspondance, les actes et documents concernant la liquidation devront être adressés et notifiés.
Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de DIJON.
Le liquidateur.
L2605051

SCP François PENY, François GUILLERMET, Stéphanie CHAPUIS et Luc DASNOY
Notaires associés
2 rue Bossack - 21000 DIJON

LA FIGUIERE
1 rue du Moulin- 21500 MARMAGNE

Dissolution SCI LA FIGUIERE

LA FIGUIERE, Société civile immobilière au Capital social de 1.524,49€- Siège social : 1 rue du Moulin 21500 Marmagne RCS : 382 160 638
Dissolution anticipée Mise en liquidation amiable Aux termes d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 17 septembre 2026, les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 31 juillet 2026 et sa mise en liquidation amiable. A été nommée comme liquidateur Madame Fabia ALVES PIMENTEL, demeurant 3 bis rue Félix Trutat, 21000 DIJON avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, acquitter le passif et mener à bien les opérations de liquidation. Le siège de la liquidation est fixé au siège social, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée et où tous les actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés. Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de DIJON auprès duquel la société est immatriculée, où mention sera faite au Registre du commerce et des sociétés.
Pour avis : Le liquidateur.
L2605173

ADR 21
Société à responsabilité limitée
au capital de 1 000,00 Euros
Siège social : 6 Allée des Sorbiers - 21110 LONGCHAMP
Siège de liquidation : 6 Allée des Sorbiers- 21110 LONGCHAMP
889 488 441 RCS DIJON

Avis de dissolution

Par décision du 25/09/2026, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du même jour et sa mise en liquidation. A été nommé liquidateur M. Thomas VUILLOT demeurant 6 Allée des Sorbiers 21110 LONGCHAMP avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé au siège social, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de DIJON. Mention sera faite au RCS DIJON
L2605054

SYSTHEMIS CONSEIL AVOCATS
9 Bd de Sévigné - 21000 DIJON
83 rue de Paris - 89000 AUXERRE

I-COM
Société par actions simplifiée
au capital de 55.700 €uros
Siège social :
11 boulevard Rembrandt
21000 DIJON
R.C.S. Dijon 432 209 427

Par PV d'AGE du 05/10/26, il résulte que les associés ont décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 05/10/26 et sa mise en liquidation à la date du 05/10/26. Les associés ont nommé comme liquidateur M. Edouard PIHET, avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé au siège social, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de DIJON. Mention sera faite au R.C.S. de DIJON.
Pour avis.
L2605135

Toutes les annonces légales de votre département sur journal-du-palais.fr

Côte-d'Or

LA MAISON DU SPORT SANTE

SELASU au capital de 2 000 €
Siège social : 4, rue des peupliers
21800 QUETIGNY
RCS de DIJON n°902 414 465

Avis de dissolution

En date du 05/10/2026, l'associé unique a approuvé la dissolution Volontaire de la société à compter du 05/10/2026. Elle a nommé pour une durée illimitée en qualité de liquidateur Mme BOUZIANE Habiba, demeurant 4, rue des peupliers 21800 QUETIGNY et a fixé le siège de la liquidation chez le liquidateur.

C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et des pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de commerce de DIJON.

L2605109

NCGM INDUSTRIES

Société par actions simplifiée
unipersonnelle
au capital de 5.000 €uros
Siège social et de liquidation :
06 bis rue de Flammerans
21130 AUXONNE
842 531 337 R.C.S. Dijon

Aux termes d'une décision en date du 30 septembre 2026, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du même jour et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel.

Monsieur Alain PARADIS, associé unique, exercera les fonctions de liquidateur pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé 06 bis rue de Flammerans - 21130 AUXONNE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de DIJON, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

L2605114

SELLENET

S.A.R.L. au capital de 10.000,00 Euros
Siège social : 6C Rue du Meix Esprois - 21120 CHAIGNAY
Siège de liquidation : 6C Rue du Meix Esprois - 21120 CHAIGNAY
R.C.S : DIJON 794 099 309

Avis de dissolution

Par décision du 01/10/2026, l'associée unique a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du même jour et sa mise en liquidation. A été nommé liquidateur M. Jérémy SELLENET demeurant 6C Rue du Meix Esprois 21120 CHAIGNAY avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci. Le siège de la liquidation est fixé au siège social, adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés. Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du tribunal de commerce de DIJON. Mention sera faite au RCS DIJON.

L2605148

AQUAPARK 21 SARL

Société à responsabilité limitée
au capital de 2.000,00 €uros
Siège social :
37 rue de Longvic - 21300 CHENOVE
R.C.S. : 988 800 728

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 06/10/2026, il a été décidé de la dissolution anticipée de la société à compter du 30/06/2026.

De nommer en qualité de liquidateur M. Julio MORGADO, demeurant 98 rue Maxime Guillot à CHENOVE (21300). De fixer le siège de liquidation au 37 rue de Longvic à CHENOVE (21300) où toute correspondance devra être adressée.

Le dépôt légal sera effectué au greffe du tribunal de commerce de DIJON.

L2605149

CLOTURE DE LIQUIDATION

ODAS NOTAIRES

37 Rue Louis de Broglie
BP 37 371- 21073 DIJON CEDEX

NAXOS

Société civile en liquidation
au capital de 1.000 €uros
Siège social :
66 route de Beaune
21170 SAINT USAGE
SIREN 798 438 479 R.C.S. Dijon

Avis est donné qu'en date du 29/09/2026, l'assemblée générale, réunie à BRAZEY EN PLAINE (21470), 6 rue du Gué Pernot, a :

- Approuvé les comptes définitifs de liquidation ;
- Donné quitus de sa gestion et décharge de son mandat de liquidateur à M. Jean-Jacques GIORGIS, dmt à BRAZEY EN PLAINE (21470), 6 rue du Gué Pernot ;
- Prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du même jour.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de DIJON.

Le liquidateur.

L2605164

SP CONCIERGERIE

SARL au capital de 5 000 €
Siège social : 9 rue Michel Servet
21000 DIJON
RCS de DIJON n°980 720 510

Avis de liquidation

En date du 31/07/2026, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, déchargé le liquidateur Mme SAINT-PAUL Elisa de son mandat, lui a donné quitus de sa gestion et a constaté la clôture des opérations de liquidation à compter du 31/07/2026.

Les comptes de la liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de DIJON.

L'associée unique.

L2604464

GAEC DE LA MONTBELIARDE

Groupement agricole d'exploitation
en commun en liquidation
au capital de 238.144 €uros
Siège social :
Rue du Vieux Château
21460 EPOISSES
392 357 620 R.C.S. Dijon

Clôture de liquidation

Aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 2025, la collectivité des associés, après avoir entendu la lecture du rapport des liquidateurs, a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus aux liquidateurs et les a déchargés de leur mandat et a prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation ainsi que la décision de clôture prise par les associés ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de DIJON.

Pour avis : Les liquidateurs.

L2605033

ODAS NOTAIRES

37 Rue Louis de Broglie
BP 37 371- 21073 DIJON CEDEX

MONSIEUR +

SASU en liquidation
au capital de 1.000,00 €uros
Siège social :
37 rue de Beauregard - 21000 DIJON
SIREN 842 964 843 R.C.S. Dijon

Par décision en date du 29/09/2026, l'associé unique, M. Hubert MOUSSERON, demeurant DIJON (21000), 37 rue de Beauregard, en sa qualité de liquidateur, a établi les comptes de liquidation et prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de DIJON.

Pour avis : Le liquidateur.

L2605052

COMPTOIR DU MATERIEL

SARL au capital de 27.000 €uros
Siège social et siège de la liquidation :
Fort de Sennecey
21800 SENNECEY LES DIJON
R.C.S. Dijon 015 650 807

Clôture de liquidation

PV AGE du 18/09/2026 : Les associés ont approuvé le compte définitif de liquidation, prononcé la clôture définitive de la liquidation à compter du même jour et donné quitus au liquidateur de sa gestion. Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du tribunal de commerce de DIJON.

Pour avis.

L2605120

TRIBUNAUX DE COMMERCE

ARC EN CIEL BOURGOGNE SAS

19 rue du Professeur Louis Neel - 21600 LONGVIC, R.C.S. BOBIGNY : 819 157 439. Etablissement secondaire à DIJON : 819 157 439 - 2016 B 329. Activité : Nettoyage, entretien et désinfection de tous types de locaux.

Jugement du tribunal de commerce de BOBIGNY en date du 30/09/2026 arrête le plan de redressement pour une durée de 10 ans, et désigne commissaires à l'exécution du plan la SELARL AJILINK-LABIS CABOOTER, prise en la personne de Me Jérôme CABOOTER et de la SELARL AJASSOCIES, prise en la personne de Me Nocilas DESHAYES.

L2605116

CLOTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

LES TROIS FRERES

10 A rue Bassano - 21000 DIJON, R.C.S. CHALON SUR SAONE : 931 698 823. Etablissement secondaire à DIJON : 931 698 823 - 2024 B 1307.

Jugement du tribunal de commerce de CHALON SUR SAÔNE en date du 01 octobre 2026 prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.

L2605113

FAILLITE PERSONNELLE

FC EXPLOITATION

93 avenue Pierre Semard - 95400 VILLIERS LE BEL, R.C.S. PONTOISE : 889 817 284. Etablissement secondaire à DIJON : 889 817 284 - 2021 B 15. Activité : Centre d'examen informatique.

Jugement du tribunal de commerce de PONTOISE en date du 29 septembre 2026, a prononcé la faillite personnelle de M. Christophe ARZUMANYAN pour une durée de 12 ans, nom du liquidateur : Selarl Mmj prise en la personne de Me Aymeric Mandin, 23 rue Victor Hugo - 95300 PONTOISE.

L2605112

CREANCES SALARIALES

4R SOLUTIONS

Restructuration – Réorganisation – Retournement - Refinancement
MANDATAIRE JUDICIAIRE

Avis de dépôt des relevés de créances salariales

BIEN ENCRÉ SAS

Travaux d'impression, gravure, sérigraphie, reprographie de tous types et sur tous supports ; Vente de papeterie et dérivés ; Vente de matériel informatique, photographique et vidéos ; Création graphique et impression d'art et photographique ; Création de mobilier design - Formation dans tous ces domaines. 12 rue des grandes Varennes - 21121 AHUY, SIREN 792 345 415.

Par le présent avis, il est indiqué que les relevés de créances salariales ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de DIJON le 01/10/2026.

Cette publicité fait courir le délai de forclusion de 2 mois conformément à l'article L.625-1 du Code commerce.

Jean-Joachim BISSIEUX, Liquidateur, en date de ce jour.

L2605056

AVIS ADMINISTRATIF

COMMUNE DE CESSEY-SUR-TILLE

Avis d'enquête publique

Enquête publique portant sur le projet de modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) et le projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) de l'église Saint-Christophe

L'ouverture de l'enquête publique unique a été prescrite par arrêté municipal n° 2026-21 du 17/09/2026.

A cet effet, Mme la présidente du tribunal administratif a désigné Mme Annie DUROUX en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Alain DUROUX, suppléant.

L'enquête se déroulera à la mairie de Cessey du mercredi 07/10/2026 à 10h au vendredi 06/11/2026 à 18h inclus (31 jours consécutifs).

Le dossier d'enquête publique pourra être consulté en mairie, sur support papier et sur un poste informatique, les lundis de 16h30 à 18h30, ou sur rendez-vous, et les mardis et jeudis sur rendez-vous. Il sera également consultable sur le site web de la commune : https://cesseysurtille.fr/

Pendant la durée de l'enquête, Mme le commissaire enquêteur recevra en mairie (salle du conseil) :

- Mercredi 07/10/2026 de 10h à 12h ;
- Samedi 17/10/2026 de 10h à 12h ;
- Vendredi 06/11/2026 de 16h à 18h.

Les observations et propositions pourront être :

- Consignées sur le registre d'enquête mis à disposition en mairie ;
- Transmises par courrier à Mme le Commissaire Enquêteur En mairie, 9 rue de la Louve - 21110 CESSEY-SUR-TILLE ;
- Transmises par courriel au commissaire enquêteur à l'adresse mairie-cessey@wanadoo.fr

Cet avis est affiché en mairie, sur le panneau d'affichage de la commune, et sur Panneaupocket. Il est également publié dans 2 journaux diffusés dans le département.

La modification n° 1 du PLU, éventuellement modifiée pour tenir compte des conclusions de l'enquête, sera approuvée par délibération du conseil municipal.

Les rapports, conclusions et avis du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public dès qu'ils seront transmis en mairie, et ce pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Le Maire, JP COLOMBERT.

L2604760

AVIS DIVERS

LAUREAU | NOTAIRES
23 rue Jacques Cellerier
21000 DIJON

SSION « AUMARECHAL Mauricette »

Avis de saisine de légataire universel En l'absence d'héritiers réservataires Délai d'opposition Article 1007 du Code Civil Article 1378-1 du Code de procédure civile Loi n° 2016-1547 du 28/11/2016

Par testament olographe du 06/09/2018, Madame Mauricette Germaine AUMARECHAL en son vivant demeurant à DIJON, 46 boulevard Henri Bazin, EPHAD LES GRANDS CRUS, décédée à DIJON le 15/04/2026, a institué un légataire universel. Un procès-verbal de dépôt dudit testament a été reçu par Maitre Thierry LAUREAU le 1er octobre 2026

Les oppositions pourront être formées auprès de Maître LAUREAU, Notaire à DIJON, 23 rue Jacques Cellerier, réf CRPCEN : 21006, chargé du règlement de la succession, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de DIJON de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament.

En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

Pour avis.

L2605098

JOUFFROY + FILEAS
NOTAIRES ET AVOCATS
43 rue Devosge à DIJON

Maître Manuela MORET PEREIRA
43 rue Devosge - 21000 DIJON

Mme BEAUBRUN Mireille

Avis d'envoi en possession

Par testament du 11/06/2015 déposé le 17/09/2026 au rang des minutes de Maître Manuela MORET PEREIRA, notaire à DIJON (21000) - 43, rue Devosge, suivant procès-verbal dont la copie authentique a été reçue par le tribunal de grande instance de DIJON.

Mme BEAUBRUN Mireille Juliette Andrée, demeurant 15, rue Hoche, 21000 DIJON, née BOUDIAS, le 04/02/1939 à LACANCHE, décédée le 19/06/2026 à TALANT, a institué un légataire universel.

Les oppositions seront reçues dans le délai d'un mois à compter du 21/09/2026 entre les mains du Notaire chargé du règlement de la succession.

Pour avis.

L2605145

TRIBUNAL DE COMMERCE DE DIJON

Jugement du 29 septembre 2026

SARL SENSATIONWEB, 27 Rue de la Maladiere, 21121 Daix, RCS Greffe de Dijon 524 923 091. Activités des agences de publicité. Jugement arrêtant le plan de redressement, durée du plan 10 ans nomme Commissaire à l'exécution du plan SELARL MJ & ASSOCIÉS, représentée par Maître Véronique THIEBAUT 5, rue Docteur Chaussier - 21000 Dijon.

L2605060

SARL MVA GONNOT CYRIL, 15 Route d'Ivry, 21630 Pommard, RCS Greffe de Dijon 534 005 590. Réparation de machines et équipements mécaniques. Jugement prononçant la résolution du plan de redressement et la liquidation judiciaire , date de cessation des paiements le 16 Mars 2026 , désignant liquidateur SELARL ASTEREN prise en la personne de Maître Thibaud POINSARD 19, avenue Albert Camus - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814 -2 et L. 814-13 du code de commerce à l'exception des créanciers admis au plan qui en sont dispensés.

L2605061

SARL Ô BEL' HAIR, 1 Rue Jelhy Bachelier, 21121 Fontaine-lès-Dijon, RCS Greffe de Dijon 798 972 170. Coiffure. Jugement prononçant la résolution du plan de redressement et la liquidation judiciaire , date de cessation des paiements le 14 Mai 2026 , désignant liquidateur SELARL 4R SOLUTIONS prise en la personne de Maître Jean-Joachim BISSIEUX 2 B, avenue de Marbotte - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814 -13 du code de commerce à l'exception des créanciers admis au plan qui en sont dispensés.

L2605075

SARL LBB FISH, 15 Rue Haute, 21220 Collonges-lès-Bévy, RCS Greffe de Dijon 927 854 943. Restauration traditionnelle. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL MJ & ASSOCIÉS, représentée par Maître Véronique THIEBAUT 5, rue Docteur Chaussier - 21000 Dijon , et mettant fin à la mission de l'administrateur SELARL AJRS représentée par Maître Marlène LOISEAU.

L2605076

SARL ILANA BEAUTY, 3 Avenue de Bourgogne, Centre Commercial Grand Quetigny, 21800 Quetigny, RCS Greffe de Dijon 931 311 476. Soins de beauté. Jugement prononçant la liquidation judiciaire désignant liquidateur SELARL 4R SOLUTIONS prise en la personne de Maître Jean-Joachim BISSIEUX 2 B, avenue de Marbotte - 21000 Dijon.

L2605077

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Jugement du 29 septembre 2026

Monsieur Andrey MITYUKHIN (EI), 10 rue Berthelot, 21000 Dijon, RCS Greffe de Dijon 839 839 305. Travaux de menuiserie bois et PVC. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, en application du III de l'article L. 681-2 du code de commerce, date de cessation des paiements le 14 Novembre 2025, désignant liquidateur SELARL MJ & ASSOCIÉS, représentée par Maître Véronique THIEBAUT 5, rue Docteur Chaussier - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814 -13 du code de commerce.

L2605059

SARL AU DEBUT DE LA FAIM, 1B Avenue de la Brenne, 21540 Sombernon, RCS Greffe de Dijon 844 708 529. Restauration de type rapide. Jugement prononçant la liquidation judiciaire , date de cessation des paiements le 29 Mars 2025, désignant liquidateur SELARL ASTEREN prise en la personne de Maître Thibaud POINSARD 19, avenue Albert Camus - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814 -13 du code de commerce.

L2605068

SARL RDA ELECTRICTE, 5 Rue des Contours Bernard, 21560 Couternon, RCS Greffe de Dijon 893 560 599. Travaux d'installation électrique dans tous locaux. Jugement prononçant la liquidation judiciaire , date de cessation des paiements le 29 Mars 2025, désignant liquidateur SELARL 4R SOLUTIONS prise en la personne de Maître Jean-Joachim BISSIEUX 2 B, avenue de Marbotte - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814 -13 du code de commerce.

L2605069

Toutes les annonces légales de votre département sur journal-du-palais.fr

Côte-d'Or / Yonne

SARL MADAME VIVIANE, 4 Petite Rue Pouffier, 21000 Dijon, RCS Greffe de Dijon 911 865 095. Vente à distance sur catalogue général. Jugement prononçant la liquidation judiciaire , date de cessation des paiements le 29 Mars 2025, désignant liquidateur SELARL 4R SOLUTIONS prise en la personne de Maître Jean-Joachim BISSIEUX 2 B, avenue de Marbotte - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.
L2605070

SAS MJ Company, 17 Avenue Garibaldi, 21000 Dijon, RCS Greffe de Dijon 917 626 780. Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé. Jugement prononçant la liquidation judiciaire , date de cessation des paiements le 29 Mars 2025, désignant liquidateur SELARL MJ & ASSOCIÉS, représentée par Maître Véronique THIEBAUT 5, rue Docteur Chaussier - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.
L2605071

SARL ESD Immo, 55-57 Rue Diderot, 21000 Dijon, RCS Greffe de Dijon 892 731 688. Agences immobilières. Jugement prononçant la liquidation judiciaire , date de cessation des paiements le 01 Juillet 2026, désignant liquidateur SELARL 4R SOLUTIONS prise en la personne de Maître Jean-Joachim BISSIEUX 2 B, avenue de Marbotte - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.
L2605072

SARL GARE D' MANGER, Avenue du 8 Septembre 1944, Gare de Beaune, 21200 Beaune, RCS Greffe de Dijon 890 276 231. Débits de boissons. Jugement prononçant la liquidation judiciaire , date de cessation des paiements le 01 Janvier 2026, désignant liquidateur SELARL ASTEREN prise en la personne de Maître Thibaud POINSARD 19, avenue Albert Camus - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.
L2605073

SAS ZN FIBRE, 3 Avenue Albert Camus, 21000 Dijon, RCS Greffe de Dijon 878 558 642. Travaux d'installation électrique dans tous locaux. Jugement prononçant la liquidation judiciaire , date de cessation des paiements le 01 Mars 2026, désignant liquidateur SELARL 4R SOLUTIONS prise en la personne de Maître Jean-Joachim BISSIEUX 2 B, avenue de Marbotte - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.
L2605074

REDRESSEMENT JUDICIAIRE

Jugement du 29 septembre 2026

SAS JEAN LOUIS DROUT, 5 Rue du Grenier à Sel, 21700 Nuits-Saint-Georges, RCS Greffe de Dijon 790 831 416. Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire , date de cessation des paiements le 29 Mars 2025 , désignant mandataire judiciaire SELARL MJ & ASSOCIÉS, représentée par Maître Véronique THIEBAUT 5, rue Docteur Chaussier - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du Mandataire Judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.
L2605062

SAS MUNCH, 21 Rue Alexandre Nicolas, 21000 Dijon, RCS Greffe de Dijon 839 785 409. Ambulances. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire , date de cessation des paiements le 22 Juillet 2025 , désignant mandataire judiciaire SELARL ASTEREN prise en la personne de Maître Thibaud POINSARD 19, avenue Albert Camus - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du Mandataire Judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.
L2605063

SARL A.M.A. LITERIE, 6 Rue des Commaux, 21140 Courcelles-lès-Semur, RCS Greffe de Dijon 480 728 955. Fabrication de matelas. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire , date de cessation des paiements le 28 Octobre 2025 , désignant mandataire judiciaire SELARL 4R SOLUTIONS prise en la personne de Maître Jean-Joachim BISSIEUX 2 B, avenue de Marbotte - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du Mandataire Judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.
L2605064

SAS FELER, 159-161 Avenue Jean Jaurès, 21000 Dijon, RCS Greffe de Dijon 921 820 833. Restauration traditionnelle. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire , date de cessation des paiements le 01 Juin 2026 , désignant mandataire judiciaire SELARL MJ & ASSOCIÉS, représentée par Maître Véronique THIEBAUT 5, rue Docteur Chaussier - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du Mandataire Judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.
L2605065

SAS PEDRON COUVERTURE, 28 Grande Rue, 21910 Saulon-la-Chapelle, RCS Greffe de Dijon 823 938 428. Travaux de couverture par éléments. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire , date de cessation des paiements le 28 Mars 2025 , désignant administrateur SELARL AJRS représentée par Maître Marlène LOISEAU 13, rue de Montigny - 21000 Dijon avec les pouvoirs : d'assurer seul, en partie, l'administration de l'entreprise, mandataire judiciaire SELARL ASTEREN prise en la personne de Maître Thibaud POINSARD 19, avenue Albert Camus - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du Mandataire Judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.
L2605066

SAS LF2G, 68 Bis Avenue du Drapeau, 21000 Dijon, RCS Greffe de Dijon 940 197 106. Enseignement de disciplines sportives et d'activités de loisirs. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire , date de cessation des paiements le 01 Janvier 2026 , désignant mandataire judiciaire SELARL MJ & ASSOCIÉS, représentée par Maître Véronique THIEBAUT 5, rue Docteur Chaussier - 21000 Dijon. Les créances sont à adresser, dans les deux mois de la publication BODACC, auprès du Mandataire Judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce.
L2605067

CLÔTURE POUR INSUFFISANCE D'ACTIF

Jugement du 29 septembre 2026

SARL DIJONYSOS, 91 Rue Aristide Briand, 21000 Dijon, RCS Greffe de Dijon 800 087 967. Commerce de détail de boissons en magasin spécialisé. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
L2605078

SAS BE RENOVATION, 6A Rue des Frères Paquet, 21121 Fontaine-lès-Dijon, RCS Greffe de Dijon 947 998 829. Travaux de peinture et vitrerie. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
L2605079

Monsieur Mondher FERJANI (EI), 65 avenue Victor Hugo, 21000 Dijon, RM 901 399 261. Travaux de peinture et vitrerie. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
L2605080

SAS MT ELEC, 3 Chemin de Bellevue, 21250 Pouilly-sur-Saône, RCS Greffe de Dijon 908 392 293. Travaux d'installation électrique dans tous locaux. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
L2605081

SARL GARAGE TECHNIQUE HEMONNOT, Lotissement Pré Melin, 21190 Chassagne-Montrachet, RCS Greffe de Dijon 894 290 246. Entretien et réparation de véhicules automobiles légers. Jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif.
L2605082

Yonne

CONSTITUTION DE SOCIETE

LDS GROUPE

SERENLOG

Société par actions simplifiée
au capital de 9.000 €uros
Siège social : 6 route de Villeneuve
89500 BUSSY LE REPOS

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous signature privée électronique en date du 9 septembre 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
FORME : Société par actions simplifiée.
DÉNOMINATION : SERENLOG.
SIÈGE : 6 route de Villeneuve - 89500 BUSSY LE REPOS.
DURÉE : Quatre-vingt-dix-neuf ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.
CAPITAL : 9.000 €.
OBJET : Les activités de transport public routier de marchandises générales et de location de véhicules avec conducteur ; Le transport de marchandises générales pour le compte d'autrui ; Les activités de commissionnaires de transport (logistique, groupage, affrètement, courtier de fret, bureau de ville etc) ; Le stockage, la logistique, le conditionnement et la préparation de commandes ; Le convoyage de véhicules neufs et d'occasions ; La location de matériels de transports routiers ; Les prestations de services se rapportant aux opérations de transports routiers ; L'achat et la vente de produits, matériels, fournitures et accessoires se rapportant aux activités de transports routiers ; Le commerce, import et export de marchandises.
EXERCICE DU DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
Sous réserve des dispositions légales, chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.
AGRÉMENT : Les cessions d'actions au profit d'associés ou de tiers sont soumises à l'agrément de la collectivité des associés.
PRÉSIDENT : Monsieur Johnny SAMPAIO, demeurant rue du Four - 52700 AILLIANVILLE.
DIRECTEUR GÉNÉRAL : Monsieur Joseph HERNANDEZ, demeurant 29 rue Principale - 89330 ST LOUP D ORDON.
La société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de SENS.
Pour avis : Le président.
L2605125

NEYMON JEROME

Par acte SSP du 30/09/2026, il a été constitué une SARL dénommée : NEYMON JEROME.
SIÈGE SOCIAL : 14 Hameau de la Cour - 89440 SAINTE COLOMBE.
CAPITAL : 3.000 €.
OBJET : Travaux d'électricité générale.
GÉRANCE : M. NEYMON Jérome, 14 Hameau de la Cour - 89440 SAINTE COLOMBE.
DURÉE : 99 ans à compter de l'immatriculation au R.C.S. d'AUXERRE
L2605017

MAISON HERITAGE BURGUNDY

Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 4 juin 2026, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :
Forme : Société A Responsabilité Limitée
Dénomination sociale : MAISON HERITAGE BURGUNDY
Siège social : 4 Rue de Vassy 89420 BIERRY LES BELLES FONTAINES
Objet : La Société a pour objet, en France et à l'étranger :
toutes activités de conciergerie, au service des particuliers et des professionnels, comprenant notamment la gestion et l'organisation de services du quotidien, l'assistance personnelle ou professionnelle, la gestion et la surveillance de biens, la mise en relation avec des prestataires, ainsi que, plus généralement, toutes prestations de services de conciergerie et d'intendance ;
toutes activités de décoration, de conseil en décoration et en aménagement d'intérieur, de conception, agencement et mise en valeur d'espaces, ainsi que la réalisation, le suivi et la coordination de projets de décoration pour les particuliers et les professionnels ;
Durée : 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés
Apports en numéraire : 1.000 euros
Capital : Mille (1.000) euros divisés en mille (1.000) parts d'un euro chacune, entièrement souscrites et libérées
Dirigeants : Monsieur Jesse BOND, né le 10 février 1998 à DURBAN (AFRIQUE DU SUD), demeurant 4 Rue de Vassy 89420 BIERRY LES BELLES FONTAINES a été nommé statutairement en qualité de gérant pour une durée illimitée.
Admission aux assemblées : Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.
Immatriculation : Registre du Commerce et des Sociétés d'AUXERRE
Pour avis et mention.
L2605121

SASU AGUAMIEL

Avis de constitution

Aux termes d'un ASSP en date du 07/10/2026, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes :
Dénomination sociale : SASU AGUAMIEL
Objet social : La Société a pour objet, en France et à l'étranger :•La conception, la formulation, le façonnage, le conditionnement, le marketing et la commercialisation (en gros, demi-gros et détail) de compléments alimentaires, de produits de phytothérapie, de soins naturels et d'articles de bien-être, de vitalité et de santé préventive ;•La vente à distance, le commerce électronique (e-commerce), ainsi que la vente directe en boutique, corners, tout autre point de vente physique ;•La distribution B2B auprès des pharmacies, parapharmacies, boutiques physiques, grossistes et revendeurs agréés ;•La prestation de conseils, la création de contenus et l'animation d'ateliers ;•Et, plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ci-dessus ou à tout objet similaire ou connexe, de nature à favoriser son extension ou son développement.
Siège social : 3bis rue de l'Auge, ZA LES BREANDES, 89000 PERRIGNY
Capital : 2 000 €
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS d'AUXERRE
Président : Mme BORGES RAFAELE 12 RUE DE LA COULEMINE 89000 PERRIGNY
Admission aux assemblées et droits de votes : Article [X] - Admission aux décisions collectives et droit de vote1. Tant que la Société ne comporte qu'un seul associé :L'associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par la loi et les présents statuts. Il ne peut déléguer ses pouvoirs. Ses décisions sont répertoriées sur un registre coté et paraphé. L'associé unique a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal au nombre d'actions qu'il possède.2. En cas de pluralité d'associés :Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et de voter, personnellement ou par mandataire, sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Chaque action donne droit à une voix.
L2605160

MODIFICATION DE STATUTS

SOC ICAUNAISE DE PRODUITS ROUTIERS

SARL au capital de 16.000 €uros
Siège social :
Lieudit Petit Etang - 89250 GURGY
339 362 477 R.C.S. d' Auxerre

Le 01/10/2026, l'associé unique a nommé gérant M. ROBERT Hervé, demeurant 11 rue des Barres - 21160 MARSANNAY LA CÔTE en remplacement de M. MARIEL François.
Mention au R.C.S. d'AUXERRE.
L2605084

SYSTHEMIS CONSEIL
Tax & Legal

SYSTHEMIS CONSEIL AVOCATS

9 Bd de Sévigné - 21000 DIJON
83 rue de Paris - 89000 AUXERRE

BCH

Société par actions simplifiée
au capital de 140.462 €uros
Siège social :
VENOY (Yonne)
80 rue des Trois Soleines
753 103 324 R.C.S. Auxerre

Avis de modification

Par PV du 25/09/26, il a été pris acte de l'expiration du mandat du commissaire aux comptes, et il a été décidé de ne pas procéder à leur renouvellement.
Mention sera faite au R.C.S. d'AUXERRE.
Pour avis : Le président.
L2605090

SJFC
SOCIETE JURIDIQUE ET FISCALE DE CHAMPAGNE
3 rue Jean Mermoz
51000 CHALONS EN CHAMPAGNE

ICAUNAISE

Société civile immobilière
au capital de 15.244,90 €uros
Siège social :
14 allée Moret - 89290 VENOY
317 944 569 R.C.S. Auxerre

Avis de nomination d'un cogérant

Aux termes d'une délibération en date du 2 septembre 2026, les associés ont décidé de nommer Madame Marie-Paule PAYET, demeurant 25 La Tour Coulon à AUXERRE (89000) en qualité de co-gérante de la société et ce avec effet du 2 septembre 2026 et sans limitation de durée.

Avis de transfert de siège social

Aux termes d'une délibération en date du 2 septembre 2026, les associés ont décidé de transférer le siège social du 14 allée Moret à VENOY (89290) au 25 La Tour Coulon à AUXERRE (89000), et ce à compter du 2 septembre 2026, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.
Pour avis : La gérance.
L2605093

B.E.L. CONCEPT

Société par actions simplifiée
au capital de 1.500 €uros
Siège social :
2 ruelle Falcucci
Saint-Aubin Château Neu
89110 LE VAL D'OCRE
R.C.S. Sens 920 631 322

Aux termes d'une AGO en date du 29/09/2026, il a été décidé que : Monsieur Thibaud, Pierre, Charles BELHADJ, demeurant 4 chemin des Mares, Les champs blancs - 89110 LE VAL D'OCRE a été nommé en qualité de président en remplacement de la société LTB CONCEPTION, démissionnaire, à compter du 29/09/2026.
Pour avis : La présidence.
L2605144

MGAM

Société civile
au capital de 147.740 €uros
Siège social :
15 avenue de la Gare
89270 VERMENTON
922 628 490 R.C.S. Auxerre

Transfert du siège social

Aux termes d'une délibération en date du 06 octobre 2026, les associés ont décidé de transférer le siège social du 15 avenue de la Gare - 89270 VERMENTON au 6 avenue de la Gare - 89270 VERMENTON, à compter du 28 septembre 2026, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.
Modification sera faite au greffe du tribunal des activités economiques de AUXERRE.
Pour avis : La gérance.
L2605156

CLOTURE DE LIQUIDATION

JADETOM INVEST

SAS en liquidation
au capital de 700.000 €uros
Siège social :
La Villotte, 1 bis rue de l'Etang Jussier
89240 CHEVANNES
Siège de la liquidation :
La Villotte, 1 bis rue de l'Etang Jussier
89240 CHEVANNES
R.C.S. Auxerre 808 575 310

Par décision en date du 24/09/2026, l'associé unique a, à compter du même jour, approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus de sa gestion et décharge de son mandat de liquidateur à M. Didier ABEL-COINDOZ, dmt à La Villotte 1 Bis rue de l'Etang Jussier - 89240 CHEVANNE et constaté la clôture de la liquidation.
Les comptes définitifs du liquidateur et la demande de radiation seront déposés au greffe du tribunal de commerce d'AUXERRE.
Pour avis : Le liquidateur.
L2605122

AVIS DIVERS

M. Jean-Pierre CHAMAILLARD

Avis de saisine de légataire universel délai d'opposition Article 1007 du Code civil Article 1378-1 Code de procédure civile Loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016

Suivant acte reçu par Maître Laetitia LAURENT, Notaire associé de la société civile professionnelle «David CHESNOY, Laetitia LAURENT, Alexandre LEMITRE, Notaires Associés», titulaire d'un Office notarial dont le siège social est à GIEN (Loiret), 15 rue Louis Blanc, en date du 26 septembre 2026, il a été constaté :
PERSONNE DECEDEE
Monsieur Jean-Pierre CHAMAILLARD, demeurant à ROGNY LES SEPT ECLUSES (89220), 4 avenue des Tourterelles, né à GIEN (45500), le 31 janvier 1960, veuf de Madame Marie-Noëlle Andrée JOLICON et non remarié ni lié par un pacte civil de solidarité.
Décédé à AUXERRE (89000), le 23 août 2026.
Dispositions testamentaires
Aux termes d'un testament olographe à ROGNY LES SEPT ECLUSES en date du 09 juin 2023, Monsieur Jean-Pierre CHAMAILLARD a institué un légataire universel.
Absence d'héritier réservataire
La personne décédée ne laisse ni descendant, ni conjoint ayant droit à une réserve héréditaire.
Et vérifié que les conditions de la saisine du légataire universel sont remplies.
L'envoi au tribunal judiciaire d'AUXERRE du procès-verbal d'ouverture et de dépôt du testament a été réceptionné le 05 octobre 2026.
Les oppositions sont à adresser, s'il y a lieu, dans un délai d'un mois à compter du 05 octobre 2026, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier auprès de Maître Laetitia LAURENT, Notaire associé à GIEN (Loiret), 15 rue Louis Blanc.
L2605166

Il se passe plein de choses ici. C'est pour ça qu'on écoute ICI.

ici Bourgogne



CRÉDIT PHOTO : LOUISE CARRASCO

Le média qui vit comme nous, ici.

AUTOMOBILE

R8 Gordini Concept : un rêve bleu

Distinction. Renault a dévoilé l'étude de ce que pourrait être la lointaine descendante 100 % électrique de la fameuse « Gord » des sixities. Un exemplaire unique destiné à le rester.



Il ne manque rien. Même pas la double bande blanche, décalée sur la gauche dans le prolongement du regard du conducteur. La nuance de bleu n'est pas la même mais peu importe. Immédiatement, on reconnait la face avant, percée de six projecteurs, de l'immortelle R8 Gordini. Celle qui a fait rêver plusieurs générations d'amateurs de bagnoles dans les sixties et dont le souvenir reste vivace dans les mémoires. Reste à savoir si sa silhouette et son nom, celui d'Amédée Gordini, surnommé « le sorcier », dit encore quelque chose aux jeunes générations... Mais c'est une autre histoire.

Renault qui semble avoir pris goût à revisiter son passé – voir les récentes R5, R4 et Twingo – récidive avec la R8 Gordini Concept qui sera officiellement présentée au public à partir du 12 octobre lors du Mondial de Paris dont elle sera une des stars.

Son nom est à lui seul une mauvaise nouvelle. Le mot concept indique qu'il s'agit d'un show car, destiné à la fois à exprimer la créativité des équipes de Renault et à susciter l'intérêt du grand public pour lui vendre des modèles plus sages. Un exemplaire unique qui n'a pas vocation à passer au stade de la série sous quelque forme que ce soit. A moins que l'exemple de la R5 Turbo 3E disponible en édition limitée – moins de 2000 exemplaires - à un tarif dissuasif à une poignée de passionnés fortunés n'incite Renault à récidiver.

Si l'avant de ce concept fait référence explicitement à la R8 Gordini, tout comme le montant arrière du toit, les stylistes ont pris des libertés pour sculpter une silhouette inédite de coupé deux portes (4,12 m de long pour 1,88 m de large et 1,27 m de haut), caractérisée par des ailes bodybuildées dont les passages de roues rappellent ceux du modèle originel. Tout comme les rétros « obus », indispensable signe de sportivité venu tout droit des circuits des année 60. Autre hommage esthétique : les blocs feux arrière et la grille d'aération striant le capot. Ce balancement entre passé et modernité confère un charme évident à cet hommage exacerbé qui réussit à en faire beaucoup visuellement sans pour autant en faire trop. Un équilibre délicat.



TOUT EN NUANCES DE BLEU ET DE GRIS

L'aménagement intérieur de ce concept combine style, imagination et savoir-faire.Tout en s'inspirant de la planche de bord de la « Gord », les designers sont parvenus à en proposer une réinterprétation originale de haut niveau. On retrouve la casquette courant d'un montant de pare-brise à l'autre et les différents compteurs et manomètres ronds mais ils sont cerclés d'aluminium et accueillent des écrans numériques. Entorse à l'histoire mais signe de liberté : une superbe console centrale, elle aussi en aluminium brossé, regroupe de multiples boutons. Le choix de matériaux de qualité : métal, Alcantara (R) et velours côtelé dans des nuances de bleu et de gris participe à cette impression générale. Le tout est complété par des sièges baquets qui confirment le caractère résolument sportif de ce rêve sur roues.

Un rêve, seulement un rêve. Pour s'en convaincre, il suffit de savoir que Renault n'apporte pas la moindre précision sur l'éventuelle motorisation de son concept. Seule est évoquée la présence d'un hypothétique moteur en position arrière. Une autre référence à la R8G. Un bloc 100% électrique, cela va de soi, qui ne poserait aucune difficulté technique à transmettre sa puissance aux roues arrière. Comme au bon vieux temps...

Quel avenir pour cette R8 Gordini Concept ? Si on en croit Renault : aucun. Si ce n'est rejoindre le futur musée de la marque dont l'ouverture est prévue fin 2027. Mais qui sait ! Il n'est pas interdit de rêver. Les concepts sont aussi faits pour ça.

Dominique Marée

Fiscalité. **La transition énergétique en faveur des 100% électriques prive déjà l'État de plusieurs milliards d'euros de taxes sur les carburants. À quand une compensation ?**

Taxer les véhicules électriques : un jour ou l'autre



Quand les voitures électriques totalisent un tiers des nouvelles immatriculations, c'est autant de perdu pour l'État qui n'encaisse plus les quelque 40,4% de taxe sur les produits énergétiques, la fameuse TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques). Sans oublier les 8,6% de TVA et les 8% de la TVA particulière à la TICPE. Au total, cela représente près des deux-tiers du prix d'un litre de sans plomb pour environ 33 M€ de recettes l'an dernier. Comment imaginer que l'Etat, toujours prompt à ponctionner les Français, renonce à une telle manne ?

Le potentiel manque à gagner a même été chiffré. Un recul des recettes de l'ordre de 7 à 10 M€ a été mis en avant pour 2030. À l'horizon 2050, date à laquelle plus aucun véhicule thermique ne sera autorisé à circuler, la baisse pourrait atteindre 30 Mds€.

La Nouvelle Zélande, l'Islande et plusieurs États américains ont déjà mis en place des taxes sur les véhicules électriques. La Grande-Bretagne a fait part de son intention de faire passer à la caisse les utilisateurs, non seulement de 100% électriques mais aussi d'hybrides rechargeables à partir du 1er avril 2028. Il en coûtera 2 penny (environ 2,2 centimes d'euros) par kilomètre parcouru pour un VE et la moitié pour une hybride rechargeable. Soit dans les 300 € pour 15.000km par an en 100% électrique. Ce qui reste raisonnable pour le moment.

Pour vérifier les miles effectués chaque année, l'État britannique prévoit de se baser sur les relevés faits à l'occasion des contrôles techniques. Comme il n'a jamais aussi simple de trafiquer les compteurs depuis que le numérique règne dans les voitures, on imagine déjà la fraude à venir...

LE MALUS AU POIDS ÉLARGI AUX 100% ÉLECTRIQUES ?

D'autres solutions sont envisagées dans d'autres pays, telles que l'installation d'un boitier de contrôle sur chaque voiture neuve, une vérification à partir des bornes domestiques de recharge, ou tout simplement de la consommation globale d'électricité d'un foyer avec la difficulté de faire la part des choses entre l'électricité utilisée pour l'habitation et celle pour la voiture. Pas simple mais l'État sait faire preuve d'imagination lorsqu'il s'agit de taxer.

En France, une rumeur insistante trouvant son origine dans l'exploration de nouvelles pistes budgétaires évoque également la volonté d'élargir aux 100% électriques le malus au poids. Avec une pondération pour prendre plus ou moins en considération leur inévitable surcharge pondérale. À quelle échéance : 2027 ou plus tard ?

Au nom de la transition énergétique, on incite les Français à coup d'aides fiscales à acheter des modèles 100% électriques lestés de plusieurs centaines de kilos et ensuite on envisage de taxer les mêmes voitures. Paradoxal ! Il est vrai que le bonus est désormais payé en majorité par les fournisseurs d'énergie via les Certificats d'économie d'énergie, à charge pour eux de se rembourser ensuite en majorant leurs tarifs...

Inutile de se faire d'illusions, d'une façon ou d'une autre et dans un avenir plus ou moins proche, les véhicules à batterie seront taxés. La seule inconnue est la date d'entrée en vigueur de cette nouvelle ponction fiscale. Un prix d'achat toujours plus important que celui d'un modèle thermique comparable, un tarif de l'électricité en surchauffe, une opacité des tarifs sur les bornes de recharges privées rendant parfois le coût d'un plein plus élevé qu'avec une voiture roulant au diesel ou au sans plomb, la menace de nouvelles taxes : faire sa transition énergétique reste un acte de foi et pas une recherche d'économies. Il n'en reste pas moins que la quasi totalité de ceux qui sont passés au 100% électrique ne regrettent pas leur décision et n'ont aucune envie de faire machine arrière. Taxer ceux qui hésitent - plus de deux acheteurs sur trois d'une voiture neuve - n'est pas le meilleur moyen de les convaincre.

Dominique Marée

Ventes. **La chute de la valeur des 100% électriques sur le marché de la seconde main est parfois vertigineuse. La cause majeure : l'évolution rapide des technologies... L'autonomie en particulier.**

Électriques d'occasion : une forte décote

La forte baisse de la valeur de certaines voitures électriques sur le marché de l'occasion est parfois impressionnante. Et varie beaucoup d'un modèle à l'autre. Un schéma similaire à celui des voitures thermiques, même si globalement la décote des « wattures » est plus importante. Il s'y ajoute des éléments spécifiques. D'abord les interrogations des clients sur la durée de vie des batteries dont les garanties s'échelonnent de 7 à 10 ans selon les marques. Une inquiétude infondée, la quasi totalité des études mettent en avant la très bonne tenue dans le temps de ces éléments capitaux dont le remplacement est onéreux : jusqu'à 15.000€ voire davantage... Mais dans le doute, certains acheteurs potentiels préfèrent renoncer, ce qui tire les prix vers le bas.

Autre facteur pesant sur les prix de l'occasion : les avancées technologiques ultra rapides qui ont vite fait de rendre obsolètes certains modèles, en particulier dans le haut de gamme. Et ça, c'est impossible d'y échapper. Le progrès le plus évident qui condamne une 100% électrique âgée de quelques années à peine : l'autonomie. En peu de temps, la puissance des batteries a beaucoup augmenté avec la possibilité d'effectuer des parcours routiers et autoroutiers de plusieurs centaines de kilomètres en toute quiétude sans passer par la case recharge. Cela vaut en particulier pour les grandes routières premium d'occasion qui avouent leurs limites après 300/350km alors qu'aujourd'hui elles peuvent en parcourir près du double.

Autre élément pénalisant : le temps de recharge. Sur des bornes rapides ou ultra rapides, on peut désormais récupérer jusqu'à 80% d'autonomie en moins d'une demi-heure. Un temps multiplié par trois, quatre voire davantage pour des voitures de trois ou quatre ans.

Il en résulte des prix en chute libre, en particulier pour des modèles premium aux blasons prestigieux. La décote peut dépasser 50% voire davantage au bout de trois ans dans certains cas. Ceux qui les ont achetés ou les sociétés de location longue durée font grise mine. Mais pour peu que cela corresponde à leurs usages, ceux qui en font l'acquisition en seconde main réalisent de bonnes affaires. Le malheur des uns fait le bonheur des autres.

D.M.

Jean-David Daudet. **À 63 ans, l'Auxerrois a déjà vécu plusieurs vies derrière les fourneaux. Formé dans les cuisines étoilées de Vézelay, passé par le Luxembourg et Bruxelles avant d'ouvrir son premier restaurant à Auxerre, le chef a ensuite traversé l'Atlantique pour 22 années américaines, dont douze au Venetian Palazzo de Las Vegas. De retour dans sa ville natale, il a ouvert Le Dix, en 2025.**

Un chef aux mille vies



Il y a des carrières qui suivent une route toute tracée. Celle de Jean-David Daudet a pris quelques détours, et pas des moindres. Pourtant, tout commence ici, à Auxerre, où le chef est né en février 1963. Très jeune, il prend le chemin des cuisines et entre, à seulement 17 ans, chez Marc Meneau, à L'Espérance, à Saint-Père, près de Vézelay. Une maison alors auréolée de trois étoiles Michelin, où il fait ses premières armes.

Cette formation restera le socle de sa carrière. « *Mes bases, c'est la formation que j'ai eue quand j'étais jeune* », résume-t-il aujourd'hui. Après Vézelay, le jeune cuisinier prend la direction du Luxembourg, où il travaille dans des établissements étoilés et devient chef. Puis vient Bruxelles, dans une maison trois étoiles, où il exerce également comme chef.

Mais après avoir découvert les cuisines des grandes maisons, Jean-David Daudet choisit de revenir à Auxerre. Le 15 avril 1989, alors âgé de 26 ans, il ouvre Le Trou Poinchy, près du boulevard Vaulabelle. L'établissement restera entre ses mains pendant 15 ans. Une première aventure entrepreneuriale qui lui apprend une autre facette du métier : celle d'un restaurateur qui ne doit plus seulement penser aux assiettes, mais aussi aux clients, aux équipes et à la gestion d'un établissement. Puis, en 2000, un nouveau virage se profile. Il vend son restaurant et quitte la France pour les États-Unis.


Crédit : DR.

CUISINE, MANAGEMENT ET DÉMESURE AMÉRICAINE

L'Amérique va profondément transformer sa manière de travailler. Pendant 22 ans, Jean-David Daudet multiplie les expériences. Chef privé, passage dans un restaurant très en vue, puis arrivée au Venetian Palazzo, à Las Vegas, où il restera 12 années. Dans cet immense complexe hôtelier, il prend la responsabilité du room service. Autrement dit, une cuisine qui ne s'arrête jamais. Des milliers de chambres, une activité 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, une importante équipe à gérer et une clientèle qui peut aller du simple voyageur aux VIP.

« Je pense qu'il y a encore plein d'idées amusantes à faire. »

Son univers dépasse même largement les cuisines de l'hôtel. « *Je m'occupais des VIP jusqu'à 80 personnes* », raconte-t-il. Il est également chargé de l'aviation de l'établissement. Pour faire venir les joueurs et certaines personnalités, la structure dispose alors de sa propre compagnie aérienne et de 21 appareils, dont plusieurs Boeing 747 et Airbus.

Cette période américaine lui apporte surtout une compétence qu'il considère aujourd'hui comme essentielle : le management. « *Aux États-Unis, j'ai vraiment appris le management et l'organisation* », explique-t-il. Une organisation qu'il oppose volontiers à la rigueur de la cuisine française : les deux approches sont différentes, mais se complètent.

Pendant toutes ces années, Auxerre reste pourtant dans un coin de sa tête. Il y revient peu, principalement pour profiter de ses enfants, avec lesquels il voyage beaucoup aux États-Unis. Lorsque ses parents décèdent, l'idée d'un retour finit par s'imposer. « *Je suis revenu avec mon épouse américaine. On a vu la maison. Elle a beaucoup aimé Auxerre. Et j'ai dit : tiens, on peut faire un petit resto.* » L'idée paraît simple. La suite le sera beaucoup moins.

LE DIX… DE CŒUR

Avant de se lancer dans son nouveau projet, Jean-David Daudet passe une saison à Guédelon, où il s'occupe de la restauration. Pendant ce temps, il commence les travaux du bâtiment qu'il veut transformer en restaurant. Deux années de chantier et environ 700.000 € de travaux plus tard, Le Dix ouvre finalement ses portes en avril 2025, au 10 rue Fécauderie.

Mais pas question de reproduire simplement le restaurant traditionnel qu'il aurait pu ouvrir après une carrière aussi longue. « *Je voulais faire un truc un peu différent.* » Le Dix est donc pensé comme un lieu de vie, avec plusieurs salles, plusieurs ambiances. Les tapas occupent une place importante dans cette philosophie : permettre de goûter plusieurs choses, de partager et de venir manger sans forcément s'engager dans un menu complet.

L'influence américaine se retrouve aussi dans l'organisation et dans l'assiette. Jean-David Daudet imagine lui-même les recettes, avec notamment des marinades aux influences asiatiques et une cuisson au barbecue de charbon de bois. Sa bavette marinée au gochujang est l'un de ses plats favoris. Mais le chef n'oublie pas pour autant le territoire qui l'entoure : escargots, oeufs en meurettes, produits bourguignons et une carte des vins pensée pour permettre aux clients de découvrir différentes bouteilles sans faire exploser l'addition.

Car après 22 ans aux États-Unis, le chef sait aussi que les habitudes ont changé. Il observe une clientèle qui recherche davantage la liberté, le partage et l'expérience. Au Dix, il veut surtout que les gens passent un bon moment. Pas question non plus de transformer l'établissement en lieu inaccessible : la politique tarifaire sur les vins est volontairement modérée et le restaurant conserve une certaine souplesse dans l'accueil.

À 63 ans, Jean-David Daudet ne parle pourtant pas encore de retraite. Le restaurant lui demande déjà « *pas mal d'énergie* », reconnaît-il. Mais son parcours prouve qu'il n'est pas vraiment du genre à rester longtemps sans projet. S'il venait à vendre Le Dix, il ne s'interdit d'ailleurs pas d'imaginer une nouvelle aventure. « *Je pense qu'il y a encore plein d'idées amusantes à faire* », sourit-il.

Enzo Beaudet

1963
7 février, naissance à Auxerre

1980
6 juin : à 17 ans, il entre chez l'étoilé Marc Meneau à l'Espérance à Saint-Père.

1989
Il ouvre son premier restaurant, Le Trou Poinchy, à Auxerre.

2000
En avril, part s'installer aux États-Unis où il restera 22 ans.

2025
En avril, ouverture de son restaurant Le Dix, au 10 de la rue Fécauderie à Auxerre.



Retrouvez tous nos portraits sur journal-du-palais.fr

Une expérience digitale accrue avec votre journal

- Informations économiques et juridiques
- Contenu web exclusif